

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES

DÉPOTS DE MENDICITÉ

Leur utilisation comme moyen d'assistance

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 8 Avril 1908, à 1 heure

PAR

J. VALLÉE

Président : M. BERTHÉLEMY, professeur

Suffragants { MM. WEISS, professeur
SAUZET, professeur

PARIS V^e

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot, et 12, Rue Toullier

1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES

DÉPOTS DE MENDICITÉ

Leur utilisation comme moyen d'assistance

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 8 Avril 1908, à 1 heure

PAR

J. VALLÉE

Président : M. BERTHÉLEMY, professeur

Suffragants { *MM. WEISS, professeur*
SAUZET, professeur



PARIS V^e

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot, et 12, Rue Toullier

—
1908

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LES DÉPOTS DE MENDICITÉ

Leur utilisation comme moyen d'assistance

INTRODUCTION

Tenter de définir les mesures par lesquelles on doit combattre la mendicité, c'est vouloir résoudre à la fois un problème économique des plus graves et une question de droit public des plus délicates, car il n'en est point qui mette dans un antagonisme plus direct les droits de l'homme et ceux de la collectivité.

La mendicité est un péril social à deux points de vue ; non seulement « le mendiant est un candidat à tous les crimes, un individu dangereux entre tous » (1), mais encore au point de vue économique, on comprend aisément le fardeau que représente pour l'armée des tra-

1. Félix Voisin.

vailleurs, cette nuée de trainards, d'incapables, de paresseux qu'elle remorque derrière elle et qui consomme à ses frais sans produire. De plus le mendiant ne souffre pas d'un mal passager contre lequel on puisse espérer qu'il saura de lui-même réagir : pour lui la misère est une chose acceptée, permanente, s'élargissant à chaque génération ; car celui chez lequel le sentiment de la prévoyance et le souci de la dignité sont éteints ne songe ni à subvenir aux charges de l'éducation de ses enfants, ni à faire naître chez ceux-ci l'idée de la responsabilité et du devoir social. Et quel exemple démoralisant pour l'ouvrier laborieux que le spectacle du paresseux trouvant dans l'exploitation de la pitié de ses concitoyens les ressources nécessaires que lui-même ne se procure qu'au prix d'un travail acharné.

Est-ce à dire que, pour considérer cette charge sociale si lourde matériellement, et moralement si déprimante, on doit bannir toute pitié et refuser à ceux qui la causent toute assistance ? On l'a soutenu ; on a affirmé que la misère a une utilité et un caractère providentiel ; elle opérerait une sélection nécessaire à l'avenir de la race par l'élimination des individus moins bien doués ; ainsi la société s'épurerait continuellement elle-même. « Si, au contraire, une philanthropie mal éclairée se met en travers de la loi bienfaisante de l'évolution, elle va rejeter les non-producteurs à la charge des producteurs, dégrader l'espèce, et amasser comme à plaisir une réserve de souffrance pour les générations futures,

de sorte que l'on peut se demander si la sotte philanthropie qui ne pense qu'à adoucir les maux du moment sans voir les maux indirects de l'avenir ne produit pas au total une plus grande somme de misère que l'extrême égoïsme. La pauvreté des incapables, la détresse des impuissants, l'élimination des paresseux et cette poussée des forts qui met de côté les faibles, sont le résultat nécessaire d'une loi générale et bienfaisante. » (1).

Sans doute la logique préside à ces déductions de l'école individualiste qui prétend traiter l'économie politique comme une science exacte ; la société économique apparaît bien comme une association où l'effort de chacun doit être acquis à l'œuvre commune et celui qui n'a rien à fournir ne devrait point prétendre à une part de la masse ; lui enlever tout espoir à ce sujet en n'organisant pas d'institutions d'assistance serait, semble-t-il, résoudre le problème, puisque l'offre en disparaissant anéantirait la demande.

On ne saurait cependant borner l'action de l'Etat à ce stérile « laisser-faire ». Sans doute on doit se garder d'exagérer son rôle de Providence, attentive à soulager, au détriment même de l'intérêt général, les misères individuelles ; on doit repousser ces formes d'assistance qui, sous couleur de philanthropie ne servent qu'à encourager la paresse, que l'on voit, par exemple, s'égarer de nos jours dans des œuvres telles que celles du

1. H. Spencer. *Introduction à la Science sociale*.

« pain gratuit » ou « du domicile gratuit » (1), et qui engageraient l'Etat dans une action dont il ne pourrait prévoir les limites. Le travail est la loi de l'humanité et le mot « gratuit » est en opposition avec cette loi.

Mais si l'on doit éviter toute imprudence en matière d'assistance, il faut également s'écarter de la rigueur des théories individualistes, et cela indépendamment de toute considération d'humanité, exclusivement par souci de l'intérêt général, et de la justice sociale.

En effet, si l'Etat se refusait à entendre les plaintes des malheureux, et si, pour ne pas ancrer l'indigent dans son vice, il le condamnait à en mourir, la charité privée ne suffirait-elle pas à subventionner la misère, et l'Etat, dans son inaction ne serait-il pas plus préjudiciable au corps social que s'il se chargeait de diriger cette charité sur le point où elle peut être bienfaisante, s'il prenait des précautions pour qu'elle ne fût point « une sottie philanthropie, mal éclairée ? » Faudrait-il emprunter aux ordonnances de l'ancien régime la mesure féroce de l'interdiction de l'aumône ? Ce serait la conclusion de cette théorie ; mais cette solution du problème de la mendicité ne serait ni efficace, ni juste.

L'Etat qui reconnaît l'assistance à la misère se refuse le droit de réprimer la mendicité ; de plus oublie-t-on que si la société nous apparaît comme une association d'intérêts dont la règle de partage devrait être, en théo-

1. Barrucaud.

rie « à chacun, suivant la valeur de son travail » elle a ce caractère particulier d'être une association obligatoire ; l'individu n'a pas le moyen de se soustraire à son enrôlement parmi les actionnaires ; il doit accepter des statuts qui ne réalisent pas la meilleure des organisations ; toutes les bonnes volontés, tous les efforts courageux n'y sont pas secondés de la même manière par la fortune, les hommes et les institutions. Le corps social a ses maladies, comme les organismes des individus, et la théorie des individualistes qui fait de la misère le résultat d'une loi générale et bienfaisante, n'est pas plus justifiée que celle qui prétendrait voir dans la tuberculose un moyen de sélection et renoncerait à la combattre, sous prétexte que les bonnes constitutions sauront seules lui résister.

Peut-on oublier que si la misère a parfois des causes imputables à l'indigent, elle est le plus souvent le résultat d'une mauvaise organisation industrielle, d'une crise économique, ou d'une de ces infortunes impossibles à prévoir et qui peuvent choisir pour victimes les plus dignes et les plus forts ? Peut-on méconnaître les excès de la concurrence ? le chômage, les grèves, les salaires de famine ne sont-ils pas de tous les jours ? Une mauvaise récolte, une épidémie, un cataclysme naturel, une maladie, le décès prématuré d'un chef de famille ne sont-ils pas autant de causes qui peuvent d'une seconde à l'autre faire des membres d'une famille aisée autant d'indigents n'ayant plus que la mendicité pour ressources ? L'his-

toire nous montre que la mendicité sévit plus particulièrement au moment des troubles politiques, des crises économiques graves, et qu'elle se développe avec les mauvaises récoltes, et les grandes catastrophes. La mendicité a donc des causes économiques, politiques et sociales qui ne tiennent point à l'individu. « Sur le champ de l'activité humaine, les uns arrivent doués par la nature d'une force de résistance que rien ne rebutera ; d'autres, timides, irrésolus, ont une organisation moins heureuse. L'énergie, la virilité, la persévérance ont des degrés et selon qu'est plus ou moins âpre la lutte pour l'existence, le troupeau humain laisse derrière lui, en avançant à travers la vie, comme une suite plus ou moins longue de trainards, ceux dont la résistance s'est émue le plus vite aux difficultés de l'existence. De telle sorte qu'une somme d'énergie déterminée qui, à certaines époques de l'histoire est suffisante se trouve à d'autres époques impuissante à préserver des paupérismes » (1).

Il n'y a donc pas seulement de coupables parmi les mendiants ; il y a surtout des malheureux ; et si la lutte contre la mendicité nous impose des mesures de répression, elle doit être faite plus encore de mesures d'assistance : celles-ci justifient celles-là. La société doit penser à son devoir avant d'exercer son droit. « Quiconque voudra résoudre le problème, devra se pénétrer de cette idée que l'assistance est inséparable de la représ-

1. E. Fourquet.

sion, qu'elles ne peuvent exister l'une sans l'autre. Aujourd'hui plus que jamais, dans notre société éprise de solidarité humaine et de progrès social, il serait incompréhensible que la loi atteignit le malheureux impuissant à se procurer par le travail les ressources nécessaires alors qu'aucune assistance n'est légalement organisée. Si la société veut user de son droit de punir, et elle le doit si elle veut vivre, il faut qu'elle se soit préalablement acquittée de son devoir qui est le corrélatif de son droit. » (1).

Mais cette question d'une assistance préalable n'est pas facile à résoudre. On doit redouter cette « sottise philanthropie mal éclairée » que dénonce H. Spencer et se garder d'offrir une prime, un encouragement à la paresse. Il faut assister le mendiant, mais éviter de le salarier, de lui offrir des rentes pour l'obtention desquelles il dépensera en ruse un effort qu'on doit lui apprendre à employer pour un but plus noble.

Il faut, pour échapper à l'assistance qui fait des pauvres trouver la formule d'une assistance qui ne soit pas l'ennemie de l'effort personnel. Comment pourra-t-on provoquer chez le mendiant le réveil de la conscience et de la dignité, faire renaître les habitudes d'ordre et le goût du travail ? Quel moyen de combattre la contagion du paupérisme et d'arrêter cette génération de la misère si douloureuse et si dangereuse ?

1. Bonnet. *De la mendicité et des moyens de la prévenir et de la réprimer.*

Première Partie

**Le Dépôt de mendicité et ses origines,
son rôle parmi les œuvres d'assistance et
de répression au XVII^e et XVIII^e siècles**

« L'extinction de la mendicité est un des problèmes dont on a poursuivi la solution en France et ailleurs avec le plus de persévérance et le moins de succès. » (1). Au point de vue théorique, tous les régimes se sont trouvés d'accord pour juger que la question avait un double aspect et que la solution comportait des mesures d'assistance et des mesures de répression ; mais la pratique n'a pas réuni la même unanimité d'opinion. Sans doute il est très simple de ramener le problème à la constatation de l'état physique du mendiant et de dire : « Si le mendiant est invalide, c'est un indigent à secourir, sinon c'est un inoccupé involontaire ou volontaire auquel il faut offrir ou imposer du travail. » Mais outre que le critérium est incertain, appliqué à une caté-

1. Monod. Rapport au Conseil supérieur de l'Assistance Publique, 1889, fascicule 19.

gorie d'individus pour laquelle la ruse est en talent de métier et à laquelle la misère communique presque toujours une apparence souffreteuse ; ce n'est pas là une solution pratique qui nous indiquera comment doit être organisée cette assistance, et par quels procédés on assurera la répression.

Les solutions proposées sont vieilles comme le monde et les plus contradictoires ont, tour à tour inspiré la pratique sans que les résultats, à aucune époque aient semblé devoir justifier l'une plus que l'autre.

Pour l'apôtre saint Paul, la répression devait s'exercer par la faim, après une assistance consistant dans une offre de travail : « *Quoniam si quis non vult operari, nec manducet.* » C'est la même idée qui dicta la loi 14, titre XVIII du Code Théodosien dans laquelle l'Empereur Valentinien ordonnait que tout mendiant serait soumis à une visite corporelle et que celui qui serait reconnu valide serait emprisonné. Après lui Justinien décida que les mendiants valides seraient affectés aux travaux d'utilité publique. (*Desmendicantibus validis.*)

Dans notre ancienne France, la bienfaisance était regardée comme un devoir religieux ; les pauvres étaient les protégés de l'Eglise qui, par ses conciles, prit des mesures en leur faveur. Le Concile de Tours en 570 décrétait « que chaque cité suivant ses ressources prendrait soin de ses pauvres et que la dépense en serait répartie entre les habitants et le clergé de manière qu'on ne vit plus de vagabonds. »

Deux siècles plus tard, la pensée de l'apôtre saint Paul inspirait encore à Charlemagne l'interdiction « de nourrir tout valide qui se refuserait au travail ; et pour assurer le respect de cette prescription, il défendait aux mendiants de sortir de leur paroisse et à quiconque de leur faire l'aumône ailleurs » (1).

Louis VIII et Saint Louis poursuivirent surtout l'autre face du problème ; ils cherchèrent par la multiplication des moyens d'assistance à enlever tout prétexte à la mendicité. De nombreux hôpitaux, maladreries, léproseries furent créés. C'est en effet aux époques de calme politique et de prospérité économique que l'on songe aux questions d'assistance ; la répression est la ressource des règnes troublés où la mendicité se fait plus redoutable. Aussi c'est à la répression que vont avoir recours les successeurs de saint Louis.

Vers le milieu du xiv^e siècle, avec le désordre intérieur et les guerres étrangères, le mal s'accroît ; les villes sont exploitées, les campagnes rançonnées par les mendiants et les vagabonds. Le roi Jean le Bon prend alors des mesures féroces contre « les gens oyseux, ou joueurs de dez ou enchanteurs ès rues ou truands, ou mandians, de quelque estat ou condition qu'ils soient ayant mestier ou non, soient hommes, soient femmes » (2). Il leur réserve des peines dont la moindre

1. Capitulaire de l'an 806. « Si ces pauvres s'éloignent, que nul ne s'avise de leur rien donner à moins qu'ils ne travaillent de leur mains.

2. Ord., 30 janvier 1350.

est la longue prison, et dont les plus fréquentes sont : le pilori, la marque au front, l'ablation des oreilles et le bannissement (1). Il défend de faire « l'aumône aux gens sains de corps ni aux gens qui peuvent besogne faire, mais à gens aveugles, malhaignes ou impotents. » Mais ces terribles défenses ne pouvaient rien contre un mal dont les causes ne tenaient pas souvent à la volonté de ceux qui en étaient les victimes ; elles frappaient le mendiant sans rien tenter pour empêcher la mendicité : aussi n'eurent-elles pas d'effets.

En 1422 Charles VI meurt laissant la France en partie au pouvoir des Anglais, en partie envahie par ses voisins ; presque tout le reste était au pouvoir des grands vassaux ; et si le « pauvre peuple » comme ne cessent de l'appeler les ordonnances, souffrait du joug de l'étranger, il n'était pas plus épargné par les exigences des seigneurs féodaux, et de leurs luttes continuelles, il était l'éternelle victime. « Les institutions, les mœurs, les croyances contribuaient singulièrement à multiplier « le nombre des oisifs. L'abondance des aumônes répar- « dues par les particuliers et les communautés, les dis- « tributions immenses et quotidiennes de toute nature « faite par les couvents, l'espèce d'encouragement donné « à la mendicité par la compatissante charité inspi- « rée par les croyances religieuses, toutes ces causes « entretenaient une nuée de vagabonds et de men-

1. Journal *Le Droit*, 7 décembre 1839.

« diants qui s'abattaient sur Paris comme sur la province » (1).

Il faut lire les ordonnances de l'époque pour concevoir l'horreur générale, la terreur inspirée par ces troupes de vagabonds organisées pour le pillage et dont certains chefs s'étaient fait une sanglante célébrité. On tremblait aux seuls noms de Barbesolle et de ses lieutenants Lalune et Narquin. « N'avaient-ils eu pas l'audace de s'aventurer avec une troupe de 800 hommes jusqu'au près du logis de Roy, aux portes de Fontainebleau à Dormelles où il avaient surpris et tué 300 à 360 personnes. » On les redoutait à tel point que pour avoir fait prendre et exécuter Narquin, le lieutenant criminel de Lorris, maître Jean Loureault s'entendit proclamer le père du peuple.

L'armée n'était à cette époque qu'un mélange confus d'aventuriers, d'étrangers, de gens sans aveu dont la vie était au bout de leurs armes et qui faisaient métier de pillage. En 1429, Charles VII avait accompli une réforme importante « en purgeant son armée de toute cette coquinnaille ».

Il avait aussi établi dans chaque paroisse, un certain nombre de francs-archers à la solde des paroisses et de gens d'arme à la solde de l'Etat. Cette tentative d'organisation d'une police municipale était salutaire ; mais l'affaiblissement de l'autorité royale, la multiplicité des

1. *Id.*

questions d'intérêt vital qui absorbaient l'attention du roi et nécessitaient ses efforts, ne permirent pas d'arrêter le désordre qui se prolongea jusqu'à ce que le Parlement, et la royauté s'unissent pour le combattre.

Un arrêt de 1471 ordonne des aumônes et prononce la saisie des bénéfices contre ceux qui se refuseraient à cet impôt : ici la question d'assistance, mal entendue certes, se combine avec la sévérité des lois.

Puis se succèdent de nombreux textes : une ordonnance de 1493 décide « qu'à l'exception des cas où il s'agit de peine de mort, on fera le procès sans appel aux vagabonds et gens vivant de larcins ».

Louis XII renouvelle cette disposition en 1498 en l'aggravant relativement « aux mendiants et vagabonds notoirement reconnus tels. Quant à ceux-là, les baillis, sénéchaux et autres juges ressortissant sans moyens à la Cour, sont chargés de les poursuivre sans merci jusqu'à sentence définitive. »

Mais le mal allait toujours empirant, et pour donner une idée de la terreur qu'avaient fait naître les crimes et délits commis par les mendiants, il faut citer un long passage d'une ordonnance de 1523 qui traduit bien l'intensité du mal dont souffrait l'époque en même temps qu'elle explique la férocité des mesures réservées aux mendiants.

« Par lesdites guerres, se sont levez quelques aventuriers, gentz vagabonds, oyseux, perdus, méchants, flagitieux, abandonnés à tous les vices, larrons. meur-

triers, raptours et violeurs de filles et femmes, blasphémateurs et regnieurs de Dieu, cruels, inhumains, immiséricordieux, qui font vice de vertu et precepitez en l'abyme de tous maux, loups ravissants lesquels coutumiers sont de manger et dévorer le paouvre peuple, le denuer, le depouiller de tout son bien, perdre, gâter et dissiper tout ce qu'ils trouvent, battre, mutiler et mettre le bon homme hors la maison, tuer, meurtrir et tyranniser nos paouvres sujets et leur faire plus d'oppresses et de violences ou cruautés que nuls ennemis (fussent-ils Turcs ou infidèles), et non seulement s'attachent aux hommes, mais entre execrable et detestable façon, insurgent par blasphemes horribles contre l'Honneur et Révérence de Dieu et de sa glorieuse mère, tellement qu'il n'est doute que les maux du Royaume viennent de ces abominations qu'appellent l'yre de Dieu. Nous les avons deffiez et abandonnez, deffions et abandonnons à toute personne, en permettant à chacun de detrousser, tuer, saccager et mettre en pièces lesdits aventuriers... » L'édit termine en prononçant la peine du talion pour les cruautés par eux exercées et en les livrant à la discrétion de la justice.

Jusque-là, on s'était contenté de punir par des châtimens corporels les mendiants arrêtés par la police ; par l'interdiction des aumônes privées, on avait pensé mettre les valides dans la nécessité de travailler.

Mais au ^{xvi}^e siècle, l'insuccès des efforts tentés, la nécessité de rétablir l'ordre et la sécurité amènent le

pouvoir royal à renouveler les châtimens, à multiplier les défenses, à chercher la solution du problème dans une autre voie que celle de la seule répression.

Déjà un arrêt du Parlement de Paris, du 23 février 1516 (1), après avoir ordonné « à tous les caymens, marraulx et belistres, puissans et sains de leurs membres », de sortir de la capitale, permet aux officiers de police, de les mener en prison pour « estre enfermé et mis en sujétion le plus sûrement que faire se pourra deux ensemble », « pour iceux prisonniers d'être mis à servir et besogner à toute diligence tant à la réfection des murailles qui de présent se font autour de la ville, curer et nettoyer les fossés, rues et égouts que en tous autres ouvrages et besognes publiques qu'il est et sera pour l'avenir nécessaire à faire pour le fortification et prouffit du bien public ».

Un autre arrêt du Parlement du 22 avril 1532 renouvelle ces prescriptions, et enjoint aux prévôts des marchands et échevins de faire bailler aux mendiants place et lieux hors la ville pour se loger et leur faire administrer vivres et ustensiles et autres choses nécessaires pour leur vivre et leur entretienement durant le temps qu'ils besogneront. » Cette contrainte au travail réalisait un progrès incontestable sur la pratique antérieure qui se contentait de punir le mendiant par des châtimens cor-

1. Gaufres. « L'assistance par le travail sous l'Ancien régime et la Révolution. » *Bulletin de la Société pour l'étude des questions d'assistance*, 1893.

porels et de le mettre en prison sans l'occuper d'une manière utile. Mais ce n'était encore là qu'une mesure de police qui ne distinguait point entre les vrais pauvres et les mendiants professionnels. Les travailleurs devaient recevoir un salaire de 20 deniers par jour.

Mais la municipalité faute de ressources, n'employant qu'un nombre insignifiant de mendiants, le Parlement ordonne (1) aux valides pour lesquels il n'y aurait plus d'occupation, de se retirer chez les maçons et batteux de plâtre qui seront tenus de les recevoir comme manœuvres. Ceux qui n'étaient pas domiciliés à Paris depuis deux ans ou n'y étaient pas nés, devaient se retirer en leur pays pour y travailler à la terre ou aux vignes sous peine de la hart.

Le 16 janvier 1545, une déclaration royale, constatant l'affluence de mendiants valides, attirés à Paris « pour être participans de l'aumône s'excusant qu'ils ne peuvent trouver qui les veuille employer » charge la municipalité de les employer, ès œuvres les plus nécessaires de ladite ville et de leur payer leur salaire avec les premiers et plus clairs deniers de la ville afin que lesdits pauvres valides fassent bonnes et entières journées, besognant aux dites œuvres publiques comme s'ils besognaient aux ouvrages privés. Des mesures de rigueur sont prises à l'égard de ceux qui refuseraient de travailler ou commettraient quelque faute.

1. Arrêt r535.

Il faut encore citer un arrêt du Parlement du 15 mars 1551 qui entre résolument dans la voie tracée : « En toutes républiques, il est très nécessaire avoir œuvres publiques pour employer les ocieux et les fainéants lesquels ne peuvent trouver le moyen de gagner leur vie en aucunes saisons de l'année comme en hyver et sont quelquefois et bien souvent contraints de mendier. » Ceux là seront admis librement aux travaux publics, « tandis que les ocyeulx qui ne savent et ne exercent aucun mestier seront enchesnés deux à deux et gardés par des sergents de la police qui les conduiront au soir en quelques hôpitaux pour estre couchez et enfermez sous clef. »

C'est bien là la distinction qu'établira le décret de 1808 entre les reclus volontaires et les condamnés qui bien qu'employés aux mêmes travaux sont soumis à un traitement différent.

Du reste l'idée d'assistance s'affirmait de plus en plus. On avait cherché à assurer aux pauvres invalides la subsistance qu'ils ne pouvaient se procurer par leur travail. Depuis longtemps ils étaient secourus par des aumônes imposées par des ordonnances ; ils étaient aussi reçus dans les hôpitaux (1). Les enfants enrôlés dans l'aumône et pouvant travailler devaient être placés chez des maîtres qui étaient obligés de les recevoir ; un tuteur leur fut nommé : M^e Goyet, avocat au Châte-

1. Ord., 9 juillet 1547.

let, fut chargé d'agir comme leur père et de faire tous actes nécessaires pour leur placement (1),

Mais toutes ces mesures n'eurent aucune efficacité ; ni la mesure de peines sévères, ni l'organisation de travaux publics, ni l'extension donnée aux aumônes à domicile et aux hôpitaux ne parvinrent à diminuer le nombre de mendiants. Beaucoup de pauvres accouraient à Paris dans l'espoir de secours, quittant leur province épuisée par les guerres de Henri III ; il faut ajouter la malice des mendiants qui savaient se dérober aux poursuites de la police :

Le mal est si effrayant à la fin du xvi^e siècle, que le Parlement en est réduit, par un arrêt du 29 août 1596, « de faire injonction à tous les valides pauvres, gens sans aveu et sans maître, qui n'étaient pas de Paris, d'en sortir et de se retirer aux lieux de leur naissance sous peine d'être pendus et étranglés sans forme ni figure de procès » (2).

Les résultats ne furent guère plus satisfaisants, puisque le 27 août 1612, la reine régente, Marie de Médicis, rendait un mandement qui créait à Paris trois hôpitaux distincts, spécialement aménagés où les mendiants seraient renfermés et astreints à des travaux pénibles. Ce système du renfermement des pauvres n'eut pas le succès qu'on en attendait ; Louis XIV constatera lui-même « qu'il n'a eu son effet que pendant cinq ou six années,

1. Ord., 12 novembre 1543. Arrêt du Parl., 5 février 1535.

2. Delamare, *Traité de la police*, t. I, p. 628.

et encore très imparfaitement « tant par le défaut d'emploi des pauvres dans les œuvres publiques et manufactures (1) », que par la mauvaise administration des directeurs.

Les troubles de la Fronde, en augmentant le nombre de pauvres, permirent aux mendiants de braver la police ; plus de 40.000 encombraient les rues de Paris, occupaient des quartiers immenses qui leur servaient de retraites et où ils vivaient dans le plus honteux abrutissement. sans autres lois que celles qu'ils s'étaient faites.

C'est alors que Louis XIV (2) se flatta d'extirper de son royaume le mal que l'on commençait à croire incurable. Reprenant l'idée de Marie de Médicis, il rendit le 27 avril 1656, un édit « portant établissement de l'hôpital général pour le renfermement des pauvres mendiants de la ville et faubourgs de Paris ». Tous les pauvres mendiants « devaient être envoyés et déportés aux maisons dépendantes de l'Hôpital Général ; auxquelles ils seront logés, nourris, entretenus, instruits et

1. Préambule d'Edit, avril 1656.

2. Louis XIV expliquait ainsi son désir dans ses instructions au Dauphin :

« Je tâcherai de faire en sorte, non pas qu'il n'y ait plus dans le Royaume ni riches ni pauvres (car la fortune, l'industrie et l'esprit laisseront éternellement cette distinction entre les hommes), mais au moins qu'on n'y voie plus ni indigence ni mendicité ; je veux dire une personne quelque misérable qu'elle puisse être qui ne soit assurée de sa subsistance ou par son travail ou par un secours ordinaire et réglé. »

employés aux ouvrages, manufactures et services dudit hôpital » (1).

Le succès fut prompt et rapide; l'enfermement des mendiants se fit sans bruit et Paris fut momentanément délivré.

Mais l'Hôpital Général ne recevait pas les vagabonds, les gens sans aveu; quant aux mendiants valides, envoyés à Bicêtre, ils ne faisaient qu'un séjour fort court; la principale clientèle se composait de vieillards, d'infirmes, d'impotents, d'épileptiques, d'aliénés, d'enfants. En somme ce fut surtout un vaste asile qui attira à Paris tous les mendiants de province. Aussi Louis XIV fut-il forcé, le 14 juin 1662, d'ordonner la création d'un hôpital en chaque ville et bourg du royaume.

De nombreux établissements furent créés à travers tout le royaume et fonctionnèrent sous l'autorité des intendants.

L'interdiction des aumônes privées aux mendiants subsistait toujours (2), et Colbert donnait des instructions « pour que les religieux fassent travailler les pauvres auxquels ils donnent l'aumône... ces religieux pourraient diviser ce qu'ils donnent aux pauvres moitié

1. Arrêt du Parlement, 18 avril 1657.

L'hôpital Général comprenait 5 bâtiments: la Pitié, Saint-Jean ou Bicêtre, Saint-Denis ou la Salpêtrière, la Savonnerie de Chaillot et l'hôpital Supion pouvant recevoir 6.000 individus.

2. Ord. 1656 punissait d'une amende de 4 livres parisis (12.50).

en pain, moitié en laine, à condition de rapporter la laine fabriquée en bas » (1).

Après plusieurs textes qui manifestent déjà un certain découragement en établissant des peines sévères contre les infractions aux règlements (2) une déclaration du 15 avril 1685 invite les mendiants valides non natifs de Paris de se retirer dans leur pays sous peine d'être enfermés à Bicêtre ou à la Salpêtrière.

Quant aux mendiants de Paris, qui auront la santé et la force de travailler, il seront employés aux ateliers publics qui seront ouverts et où il devront se présenter d'eux-mêmes ; tous ceux qui seront pris demandant l'aumône seront enfermés à Bicêtre et à la Salpêtrière, et en cas de récidive envoyés aux galères durant cinq années ; les femmes étaient punies du fouet.

Mais toutes les défenses, toutes les peines renouvelées (3) furent vaines, tous les efforts restèrent sans résultat. Les guerres du grand roi, les famines, les impôts pesant lourd sur la classe pauvre faisaient de nombreux indigents réduits à la mendicité. La police était impuissante à l'égard des mendiants professionnels qui souvent étaient défendus par la pitié du peuple contre les archers de l'hôpital ; les aumônes privées qui ne cessaient

1. *Histoire de Colbert et de son administration*. P. Clément, 1876, t. I, p. 310.

2. Ord., 16 avril 1669, 13 octobre 1670. Règlement 23 mars 1680.

3. Déclaration 12 octobre 1685, du 28 janvier 1687. — 6 août 1699. — 25 juillet 1700. — 6 août 1709.

d'être distribuées inconsidérément malgré les interdictions, rendaient les réglementations inutiles, et augmentaient le mal (1).

En l'année 1709 Vauban prétendait « que le 1/10 au moins de la population du royaume était réduit à la mendicité et mendiait effectivement. »

Devant un mal si effrayant l'incertitude du pouvoir se manifeste par des textes qui se succèdent, se renouvellent sans cesse. En 1701 (2) on avait cru trouver une meilleure solution en envoyant les vagabonds et les mendiants aux colonies ; l'idée dut être vite abandonnée (3).

Sous le règne de Louis XV, deux grandes tentatives contre la mendicité eurent lieu ; recherchant les causes d'insuccès des efforts antérieurs, elles essayèrent de les éviter et d'obtenir enfin le résultat si longtemps attendu.

La première date de 1724 : la déclaration du 18 juillet après avoir assuré aux invalides, aux femmes grosses, nourrices et enfants leur admission gratuite aux hôpitaux, « enjoint dans la quinzaine aux valides de gagner leur vie par le travail soit en se mettant en condition pour servir, soit en travaillant à la culture des

1. Ord., 10 octobre 1669.

2. D. 27 août 1701, — 8 janvier. — 12 mars 1729.

3. D. 5 juillet 1722. il fallut renoncer à cette mesure parce que les colonies se trouvant alors peuplées de familles qui s'y étaient établies, ces colonies volontaires paraissaient « plus propres à entretenir un bon commerce avec les naturels du pays que des gens qui y portaient avec eux la fainéantise et leurs mauvaises mœurs. »

terres ou autres ouvrages ou métiers. » Toutefois ceux qui ne trouveront pas d'emploi auront la faculté de s'engager aux hôpitaux qui seront tenus de leur fournir subsistance et entretien ; ils seront distribués en compagnie de vingt hommes chacune sous le commandement d'un sergent qui les conduira tous les jours à l'ouvrage ; il seront employés aux travaux des Ponts-et-Chaussées et autres, et recevront du directeur de l'hôpital toutes les semaines une gratification qui sera au moins du 1/6 du produit du travail, et un peu plus forte s'ils se sont bien acquittés de leur travail. »

Mais les chômeurs involontaires ne devaient voir dans cette offre d'un travail dur et peu payé qu'un moyen passager d'éviter la mendicité ; ils pouvaient en effet rechercher un emploi meilleur ; on leur donnait aussi la liberté d'entrer dans l'armée. Mais l'on prend des précautions nombreuses. « L'engagé » ne peut quitter l'hôpital sans un congé délivré par le directeur, sous peine de cinq ans de galères. On institue des passeports pour les mendiants qui désirent retourner dans leur pays de naissance. On organise un système de correspondance entre les hôpitaux du royaume, destiné à remplir le rôle d'un casier judiciaire et à permettre de renseigner sur l'état du mendiant.

Voilà bien une assistance sévère dont le but moralisateur apparaît nettement, et que l'on veut obtenir à tout prix ; car si l'appel au travail n'est pas suffisant, si les prescriptions minutieuses sont inutiles, alors des

châtiments sévères et justifiés auront peut-être l'efficacité nécessaire. Les mendiants qui seront rencontrés après le délai de quinzaine imparti, seront arrêtés et conduits à l'hôpital Général le plus voisin ; les invalides y seront enfermés toute leur vie ; les valides seront nourris au pain et à l'eau pendant un temps laissé à la liberté du directeur ; à la troisième arrestation, ils étaient punis de cinq ans de galères.

L'ordonnance de 1724 paraît avoir été appliquée tout d'abord assez sérieusement à Paris et dans la plupart des généralités ; mais la complexité même des précautions prises, l'insuffisance des locaux pour enfermer les mendiants, le manque de fonds (1), devaient bien vite arrêter les résultats appréciables qu'elle avait pu produire.

Et le temps s'écoula, comme au siècle précédent, en renouvelant les textes (2), en ordonnant leur application, mais sans que le nombre des mendiants diminuât jamais.

Le gouvernement ne se décourageait point ; en 1764 il tentait contre la mendicité un nouvel effort, destiné à atténuer le mal qu'il ne pouvait plus prévenir. La déclaration du 3 août ne concernant que les vagabonds et

1. Il avait été établi un impôt spécial de 3 deniers pour livre sur la taille, pour subvenir aux dépenses qui s'élevèrent en trois ans à plus de 6 millions ; mais les fonds de cette imposition furent détournés de leur destination dès 1730.

2. Arrêt du Parlement 9 juillet 1740. — Ordonnance, 20 octobre 1750.

gens sans aveu, permet par une définition large de ces termes, d'appliquer les mêmes mesures aux mendiants.

Elle établissait contre eux la peine des galères (1) ; mais les vieillards de soixante-dix ans, les infirmes, les enfants au-dessous de seize ans, les femmes et les filles étaient enfermées dans les hôpitaux. Dans les intendances où les hôpitaux seraient insuffisants, il devait être construit des dépôts de mendicité ou maisons de force (2) ; ces établissements étaient placés sous l'autorité des intendants.

Un arrêt du Conseil, rendu le 21 septembre 1767, régularise l'organisation ébauchée en 1764 ; des ateliers de charité devaient être ouverts pour recevoir les valides sans travail ; des hôpitaux devaient être transformés pour recevoir les infirmes ; enfin des secours à domicile devaient être distribués « aux pauvres domiciliés » pour éviter l'engorgement dans les dépôts.

Ces prescriptions furent réalisées avec profit ; dans chaque généralité, il y eut un ou plusieurs dépôts contenant souvent un grand nombre de mendiants et de vagabonds qui débarrassèrent le royaume de leur pré-

1. La peine établie auparavant contre les vagabonds était le bannissement ; la déclaration reconnaît son inefficacité, car les vagabonds chassés d'une province passaient dans une autre où ils continuaient à commettre les mêmes excès.

2. Une ordonnance du 12 novembre 1749 avait déjà parlé des maisons de force où seraient conduits et retenus les mendiants pendant le temps qu'il sera jugé nécessaire.

sence redoutable. De 1764 à 1777, 106.389 mendiants furent capturés ; sur ce nombre 88.018 furent condamnés au renfermement dans les dépôts ; 1.132 furent envoyés aux galères (1).

Mais ce n'étaient que des mendiants professionnels qui devaient être internés dans les dépôts auxquels M. de Montlinot donne le nom de maisons de sûreté. « C'est la seule dénomination sous laquelle ils doivent être reconnus, et la preuve, c'est qu'on n'y doit admettre aucun individu de bonne volonté, ni y retenir ceux qui offrent une caution connue. Leur vraie destination est de contenir tous ceux que les hôpitaux rejettent et que les prisons ne peuvent garder » (2).

Réclamés souvent par des parents ou des personnes qui s'engageaient à les employer, les mendiants ne faisaient au dépôt qu'un séjour fort court ; mais c'était assez pour qu'ils fussent, au contact, touchés du mal de la fainéantise. En général, ils n'étaient pas enfermés au dépôt sitôt leur arrestation ; ils étaient d'abord transférés de brigade en brigade dans les prisons qui se trouvaient sur la route ; or les prisons étaient dans un état déplorable. « Les hommes et les femmes sont renfermés dans la même prison, et il en résulte toujours que celles qui

1. Récapitulation des mendiants et vagabonds arrêtés dans toutes les généralités du royaume depuis la déclaration de 1764 jusqu'au dernier décembre 1777. Joly de Fleury.

2. De Montlinot. *Etat actuel du dépôt de Soissons*, p. 56.

n'étaient pas grosses quand elles ont été arrêtées le sont toujours quand elles arrivent au dépôt. Les prisons sont ordinairement malsaines, et il arrive souvent que la plupart des détenus en sortent malades. » (1). « Plusieurs en sortent scélérats. Contagion morale, contagion physique, l'ulcère grandit ainsi par le remède et les centres de répression deviennent de foyers de corruption. » (2)

On peut ajouter que les dépôts servirent aussi de lieu de détention à l'égard de personnes qui n'avaient rien de commun avec la mendicité ; ils recevaient des individus détenus par ordre du roi ; et un intendant de Rennes M. de Bertrand, cite quelques exemples de ces séquestrations arbitraires. « J'ai vu dans le dépôt de Rennes, plusieurs maris arrêtés sur la seule dénonciation de leurs femmes et autant de femmes sur celle de leurs maris ; plusieurs enfants du premier lit à la sollicitation de leur belle-mère ; beaucoup de servantes, grosses des œuvres du maître qu'elles servaient, renfermées sur sa dénonciation, et des filles dans le même cas sur la dénonciation de leur séducteur ; des enfants sur la dénonciation de leur père ; des pères sur la dénonciation de leurs enfants et tous sans la moindre preuve de vagabondage ni de mendicité. » (3).

Ces pratiques scandaleuses existaient presque depuis

1. Lettre de M. Bertrand, intendant de Rennes, à M. le Contrôleur Général, 17 août 1785.

2. Taine. *L'Ancien régime*, livre V, ch. III, p. 504.

3. Lettre de Bertrand du 17 août 1785.

l'institution des dépôts ; aussi ne faut-il pas s'étonner que l'homme de bien, le ministre intègre que fut Turgot eut la pensée de supprimer des établissements que les intendants étaient unanimes à qualifier « d'écoles de crimes » (1). La plupart des dépôts furent fermés en 1775. Mais devant les plaintes du public, effrayé par les excès auxquels se livrèrent les mendiants désormais incorrigibles, Turgot dut rouvrir onze dépôts, quinze jours avant sa disgrâce, et son successeur, M. de Clugny, les rétablit tous.

Si Turgot avait abandonné le système du renferment c'est qu'il comptait par la méthode préventive lutter plus efficacement contre la mendicité excusable, ne réservant ses rigueurs que pour les professionnels incorrigibles et dangereux, bons pour les prisons ou les dépôts. Il avait en effet appliqué à tout le royaume des mesures dont il avait fait une expérience heureuse dans son intendance de Limoges ; ses ateliers de charité furent un modèle d'assistance par le travail et donnèrent partout des résultats excellents ; il avait d'ailleurs réglementé leur fonctionnement avec une minutie, une justesse de vue remarquables dans son instruction sur la règle des ateliers du 1^{er} mai 1775.

Mais les circonstances économiques étaient trop graves, et rien ne pouvait contre les mauvaises récoltes, les accaparements, les crises, les famines. Mendiants et

1. F. Dumas. *La généralité de Tours au XVIII^e siècle.*

vagabonds affluaient à Paris : « La dernière fois que je me suis promené à pied, écrit Louis XVI le 8 juin 1777, j'ai été vivement affligé de la grande quantité de mendiants dont les rues de Paris et de Versailles sont remplies » et il indique le remède, depuis longtemps connu, mais jamais appliqué « aux valides le travail, aux invalides les hôpitaux, et les maisons de force à ceux qui résistent aux bienfaits de la loi » (1).

L'opinion publique se passionnait aussi pour cette question de la mendicité : l'Académie des sciences, arts et belles lettres de Châlons mettait au concours le sujet : « Des moyens de détruire la mendicité en France en rendant les mendiants utiles à l'Etat sans les rendre malheureux. »

La conséquence de ce mouvement fut le développement des ateliers de charité organisés par Turgot, et un règlement du 27 juillet 1777 qui prescrivit « l'internement dans les maisons de force de tous les mendiants arrêtés. de quelque âge qu'ils soient pour y rester tant et si longuement qu'il sera jugé nécessaire ».

En 1785 parut un règlement très complet sur la constitution et le régime des dépôts de mendicité où ne devaient être enfermés que des mendiants ou vagabonds condamnés comme professionnels. Toutefois on espère encore d'eux un retour à une vie meilleure puisque

1. Lettre reproduite par A. Renée dans son ouvrage *Louis XVI et sa cour* p. 255.

l'intendant doit être informé de la conduite et des travaux des renfermés afin que ceux dont l'amendement aura devancé l'époque de leur liberté puissent l'obtenir et donner par ce moyen un exemple aux autres renfermés (1). On laissait aussi la facilité aux renfermés mis en liberté de revenir au dépôt en qualité de volontaires s'ils se trouvaient hors d'état de subsister faute de travail.

Les dépôts, ainsi règlementés se multiplièrent; on en constate 18 en 1778, 21 en 1781, 27 en 1786 et 33 en 1789 pouvant contenir 6 à 7000 mendiants (2).

Et cependant, malgré la multiplicité des mesures prises par l'Ancien Régime, malgré le succès momentané de certaines prescriptions le nombre des mendiants n'avait pas diminué; les cahiers des Etats-Généraux de 1789 signalent l'extrême misère qui règne à travers tout le royaume et appellent l'attention du gouvernement sur la nécessité d'une intervention immédiate.

Le Parlement de Bretagne constatait que tous les projets formés pour bannir la mendicité n'avaient fait que l'accroître. « La misère règne partout; elle enfante le crime. »

« Quelle police pouvait être efficace dans une paroisse où le tiers des habitants n'avaient pour manger que ce

1. Art. 13 du règlement.

2. Durieu et Roche. *Répertoire des établissements de bienfaisance.*
Dépôt de Mendicité.

qu'ils allaient quêter de porte en porte? Quels palliatifs ou opérations violentes pouvaient contre un mal qui était dans le sang et qui tenait à la constitution même du corps social » (1).

1. Taine, *op. cit.*

Deuxième partie

La Révolution

Tous les efforts de l'Ancien régime avaient été inutiles. Ni les injonctions faites pendant le ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles aux valides de travailler sous la menace des peines les plus sévères, ni l'organisation des ouvrages publics du ^{xvi}^e ni l'enfermement des mendiants du ^{xvii}^e, ni enfin les tentatives d'assistance et de répression du ^{xviii}^e siècle n'avaient atténué le fléau de la mendicité qui ravagea la société de l'ancien régime. Cette impuissance du pouvoir royal est nettement expliquée par La Rochefoucauld. «... On s'aperçoit que cette longue suite de lois étaient principalement dirigées contre les mendiants que la misère force à être vagabonds. L'administration presque toujours dans l'impuissance d'offrir du travail au peuple, n'avait pas d'autre ressource que d'entasser dans les hôpitaux une mendicité importune et factice ou d'armer la loi de rigueur pour

enfermer tous ceux qui fatiguaient la société. On feignait d'ignorer que les secours donnés par les hôpitaux étaient insuffisants et que les dépôts étaient à peu près inutiles. D'ailleurs ces espèces de prisons manquaient souvent d'ateliers ; alors la fainéantise y était obligée ; elle n'était pas beaucoup plus détruite dans les dépôts où il y avait du travail, car souvent, celui qui était offert aux renfermés n'était ni analogue à leurs forces ni à leur genre de vie, quelquefois même il y était contraire. Enfin un des plus grands inconvénients était qu'en sortant d'un dépôt, un individu était rejeté dans la société sans ressources et peut-être moins bon qu'il n'y était entré. » (1).

Sans doute on ne voyait plus en 1789 cette organisation des mendiants en association puissante terroriser les villes, sans doute les cours des miracles avait disparu, mais le mal persistait, plus grave encore.

Considérant la question de la mendicité comme l'une des plus urgentes à résoudre, la Révolution allait rechercher dans des proclamations généreuses et des théories philosophiques une solution dont il était bien difficile d'obtenir des effets pratiques.

L'Assemblée Constituante, dès le 21 janvier 1790, décrète qu'il sera nommé un Comité de mendicité de quatre membres « qu'elle charge de lui présenter des vues sur les moyens de détruire la mendicité ». Les

1. Deuxième rapport du Comité de mendicité, p. 26.

commissaires désignés furent : MM. La Rochefoucauld-Liancourt, président, de Coulmiers (abbé d'Abbécourt), Massieux (curé de Cergy) et Prieur (1). Le 2 février, ils priaient M. de Montlinot, directeur du dépôt de Soissons, de se trouver aux réunions pour y faire part des connaissances qu'il a sur la mendicité.

Le Comité se met à l'œuvre avec ardeur, il visite les hôpitaux, les prisons, les dépôts de Paris, se livre à une vaste enquête sur tous les établissements du royaume et rédige les conclusions de ses discussions dans une série de rapports qui furent présentés à l'assemblée en 1790 et 1791 ; le septième contient le résumé sommaire de son travail.

Une étude sur la législation antérieure relative à la mendicité avait permis à La Rochefoucault de constater que « dans les rigueurs comme dans la bienfaisance envers le pauvre, tout était resté imparfait et défectueux » et il en indique le motif : « résultat nécessaire d'une administration qui, agissant sans loi générale, sans plan unique, par des règlements particuliers et d'après les circonstances du moment, n'avait et ne pouvait avoir qu'une marche incertaine. » (2). Pour éviter cet écueil et faire œuvre durable le Comité cherche à dégager les principes et les grandes lignes de ce plan d'action

1. Le 2 avril 1790, les délégués s'adjoignirent les évêques de Rodez et d'Oléron, l'abbé Bonnefoy, M. Decrétot, Guillotin et David curé, puis MM. de Virieu et Barrère de Vieuzac comme suppléants.

2. Deuxième rapport, pp. 27 et 28.

raisonnée, persévérante qui assignerait aux mesures de répression et à celles d'assistance leurs limites utiles, leur rôle efficace.

Le Comité expose admirablement le but que doit se proposer toute société bien organisée en matière d'assistance : « Ce n'est pas tout que d'assurer des secours à l'indigence dans les cas trop fréquents dans la vie d'accidents, d'infirmités, de pourvoir au sort des familles nombreuses, de protéger l'enfance abandonnée, d'assurer des retraites à la vieillesse sans ressources. » (1). Le devoir de la société est aussi « de chercher à prévenir la misère, d'offrir du travail à ceux auxquels il est nécessaire pour vivre, de les y forcer, s'ils s'y refusent. » Il est intéressant de remarquer l'insistance fréquente du Comité sur les précautions à observer à l'égard des indigents valides. « Il ne faut pas oublier qu'il a été admis comme principe incontestable qu'ils doivent être seulement aidés par les moyens de travail et que les distributions gratuites, soit d'argent, soit de nourriture doivent être abolies. » (2).

Mais l'assistance par le travail organisée par l'Etat n'est qu'un palliatif : ce n'est point un remède. Maintes fois le Comité, dans un langage dont ne saurait s'effrayer l'économiste le plus timoré, fixe les limites de l'intervention publique. « Si le travail est offert au pau-

1. Quatrième rapport, p. 119.

2. Septième rapport, p. 44.

vre valide à chaque fois qu'il se présente, et dans le lieu le plus prochain et de la nature la plus facile, la société le dispense par là de la nécessité de chercher lui-même à s'en procurer ; elle tombe dans l'inconvénient qu'elle voulait éviter en se refusant aux secours gratuits. » (1).

« Ce n'est donc pas par des moyens privés, individuels qu'un grand Etat peut donner du travail à ceux de ses membres qui en manquent. Les tentatives à cet égard, sans succès, ruineuses pour la nation, désastreuses pour les entreprises particulières, n'auront pour l'Etat que l'effet funeste d'entretenir la classe indigente dans la dangereuse idée que le gouvernement doit la débarrasser de l'inquiétude et de l'activité nécessaires pour assurer sa subsistance. » (2). « C'est par la législation générale qu'il doit fournir à tous ceux à qui le travail est nécessaire pour vivre, les moyens de s'en procurer ; c'est par une influence générale qu'il doit agir. Il doit être le mobile du travail, mais éviter de le paraître » (3).

L'Etat ayant accompli son devoir, à l'individu de faire le sien. « Si celui qui existe, s'écrie La Rochefoucauld a le droit de dire à la société : fais-moi vivre, la société a également le droit de lui répondre « donne-moi ton travail » (4). Dès lors la mendicité est un délit, puisque, par hypothèse, l'individu qui s'y livre pouvait se procurer du travail. Des peines graduées frapperont ces

1. Premier rapport, p. 7.

2. Septième rapport.

3. Premier rapport, p. 1.

4. Sixième rapport, p. 1.

individus qui voudraient se soustraire à la loi commune du travail, et profiter gratuitement du labeur d'autrui :

« Tout homme trouvé mendiant dans les villes, bourgs, villages ou sur les chemins, sera arrêté par les gardes ou la gendarmerie nationale. Le mendiant domicilié sera renvoyé au lieu de son domicile ; une détention de trois ou de six mois devra suivre la deuxième et la troisième arrestation ; la peine était portée à un an à la quatrième, enfin après trois condamnations, tout mendiant arrêté de nouveau pouvait être transporté pour une durée de huit ans au minimum. » (1). Le Comité réclamait la suppression des dépôts de mendicité et leur remplacement par des maisons de répression créées dans chaque département où les détenus seraient astreints à un travail moralisateur proportionné à leur âge, leur sexe et leur force.

Comment ces principes, sont-ils passés dans la législation, et quels en furent les résultats pratiques

Sans attendre la conclusion de son Comité de mendicité, l'Assemblée Constituante avait chargé, par décret du 22 décembre 1789, les administrations de département des affaires relatives au soulagement des pauvres, à la police des mendiants, des hôpitaux, Hôtels-Dieu, établissements et ateliers de charité, prisons, maisons d'arrêt et de correction.

Dans le but de purger la capitale d'une foule de gens

1. Sixième rapport.

sans aveu qui s'y étaient amassés, elle rend le 30 mai 1790 un décret qui expulse les mendiants étrangers, renvoie dans leurs municipalités respectives ceux qui n'étaient pas domiciliés à Paris, et créé pour ceux de Paris, en même temps que de nouveaux ateliers de charité, des maisons de correction où seront conduits les valides qui refuseraient de s'employer aux ateliers.

Ces ateliers, en effet, dont le succès avait été dû à la prudente administration de Turgot, avaient attiré à Paris une foule de nécessiteux dont l'agglomération constituait un réel danger. Au nombre de 14, en juillet 1789, avec une population de 8.600 personnes, ils en comptaient 19.000, au mois d'octobre 1790 et 31.000 au mois de décembre 1790.

Des émeutes éclatèrent à plusieurs reprises ; l'Assemblée s'émut et tenta le 16 décembre 1790 de dissiper cette multitude bruyante en fournissant des fonds aux départements qui devaient créer des ateliers.

Ce fut inutile, et il fallut recourir à une mesure énergique : le 16 juin 1791 les ateliers de Paris furent fermés.

Mais ce n'était là que des expédients destinés à faire face à une situation anormale : le décret du 16 décembre le dit expressément. « Considérant que le ralentissement du travail qui pèse sur la classe indigente est occasionné par des circonstances qui ne peuvent se reproduire, et qu'il peut y être pourvu par des moyens extraordinaires ».

Malgré une loi du 22 juillet 1791 sur la police muni-

ci pale qui donne compétence au juge de paix pour condamner les mendiants à des peines graduées, l'Assemblée Constituante reconnaît son impuissance, avant de se séparer le 27 septembre : « Considérant avec peine que l'immensité de ses travaux l'empêche dans cette session de s'occuper de l'organisation des secours, elle laisse à la législature suivante l'honorable soin de remplir cet important devoir » (1).

L'Assemblée législative eut une carrière trop courte et trop orageuse pour appliquer le plan de travail sur l'organisation des secours et sur la répression de la mendicité que lui présenta son Comité de secours, institué le 14 octobre 1791.

La Convention eut la prétention de réaliser, en l'élargissant le programme exposé par le Comité de mendicité. Après une célèbre proclamation dans la déclaration des Droits de l'Homme qui précède la Constitution de 1793 : « Les secours publics sont une dette sacrée ; la société doit la subsistance aux citoyens malheureux, soit en leur procurant du travail, soit en assurant les moyens d'existence à ceux qui sont hors d'état de travailler », elle tente une organisation chimérique qui ne pouvait être qu'éphémère.

Dans chaque canton, un livre de la bienfaisance nationale était créé pour faire pendant au livre de la dette

1. *Moniteur* du 29 septembre 1791, page 791.

publique ; tous les malheureux, incapables de travail, domiciliés, devaient y être inscrits.

Un décret du 24 vendémiaire an II (1) (15 octobre 1793), établit des travaux de secours pour les valides qui recevraient un salaire des trois quarts du taux moyen du prix de la journée de travail.

Toute aumône privée était interdite : quiconque était convaincu d'avoir donné à un pauvre était puni d'une amende de deux journées de travail, et du double en cas de récidive.

Puisque tout individu est désormais assuré de sa subsistance, s'il veut travailler, il n'est plus excusable de mendier : « Toute personne qui, huit jours après la publication de la loi, sera convaincue d'avoir demandé de l'argent ou du pain sur la voie publique sera réputée mendicante et conduite devant le juge de paix. » Une maison de répression devait être formée au chef lieu de chaque départements, hors l'enceinte de la ville et dans un emplacement propre à établir des travaux, pour recevoir les individus qui seraient condamnés par le juge de paix. A la première arrestation, le mendiant était renvoyé dans la commune de son domicile, s'il en avait un ; la première récidive lui valait un an de détention,

1. Cet acte avait été précédé d'un décret du 19 mars 1793 qui posait les principes : « La mendicité est supprimée : En conséquence il sera établi dans chaque département des maisons de répression où le travail sera introduit et où les mendiants seront conduits dans les cas et pour le temps qui seront fixés. »

la deuxième deux ans. Les mendiants sans domicile, étaient punis la première fois qu'ils étaient arrêtés.

Chaque détenu était astreint au travail, « seule peine raisonnable que l'on pût infliger à la paresse » ; le tiers du produit lui était acquis.

Si la tentative moralisatrice restait sans effet, la loi usait de rigueur : pour le mendiant domicilié, condamné une troisième fois, et le mendiant non domicilié, une deuxième, la peine prononcée était la transportation qui devait durer huit ans au moins (1). Les individus n'ayant pas dix-huit ans, ou âgés de plus de soixante échappaient à ce châtiment.

Cette loi demeura sans exécution ; quoique la Convention eut témoigné son mécontentement à cet égard à trois reprises différentes, il n'y eut ni colonie à Madagascar, ni maison de répression dans les départements. Il en fut de ces mesures comme des autres dispositions rendues à l'égard des pauvres.

Le 29 prairial an II, au sein de la Convention, Roger Ducos avait constaté « que si les Assemblées Constituante et Législative avaient beaucoup parlé de mendicité, elles n'avaient pas plus que l'Ancien régime réa-lisé aucun moyen de soulager le pauvre et de faire disparaître la mendicité » et il ajoutait :

1. Le décret du 11 Brumaire an III, désignait le fort Dauphin à Madagascar comme lieu de détention.

« Vos lois ont atteint ce but, mais il s'agit de les faire exécuter. » (1).

Mais rien ne put faire contre un système impraticable ; les lois d'assistance ne fonctionnant pas (faute de ressources, on n'avait pu créer les livres de bienfaisance et les ateliers de secours), les mesures de répression ne devaient plus être appliquées.

Toutefois, d'anciens dépôts de mendicité subsistèrent, mais affirme Villeneuve-Bargemont, « dans un état honteux pour le gouvernement et effrayant pour l'humanité ».

Les temps qui suivirent furent peu propres aux créations ; le Directoire cependant, manifeste l'intérêt qu'il porte à la question de la mendicité. Une circulaire, adressée aux administrations départementales du 5 fructidor an VI, constate « que les établissements que l'on a le plus négligé sont ceux qui intéressent également l'humanité, la philosophie et les mœurs ; tels sont les prisons, les maisons de travail connues sous le nom très impropre de dépôts de mendicité » (2). Ces dépôts, ajoute le document, sont un monument de l'Ancien Régime ; ils ont été tout à la fois très coûteux et très inutiles ; dans ces asiles intermédiaires entre les prisons et les hôpitaux, nul travail n'avait été organisé...

Le gouvernement directorial, après avoir fait une en-

1. *Moniteur* du 30 prairial an II, p. 754.

2. Circulaires, Instructions et Actes du Ministère de l'Intérieur de 1797 à 1821, t. I, p. 17.

quête sur les institutions des pays étrangers, recherche les moyens de donner au travail le seul aspect de correction qu'il doive avoir, tout en conservant à l'homme sa dignité.

Troisième Partie

Le Décret de 1808 et le Code Pénal Leur application au cours du XIX^e siècle

On a vu les efforts de l'Ancien régime contre la mendicité se traduire en des lois nombreuses et remplies souvent de bonnes intentions, mais échouer misérablement devant le manque de ressources et devant l'inaction administrative.

La Révolution elle-même, malgré ses généreuses proclamations, n'avait rien pu obtenir de son vaste plan de secours, et l'Empire se trouvait en face de la même question qui avait préoccupé tous les gouvernements : résoudre le problème de la mendicité.

De tout temps on avait cherché, en offrant du travail aux indigents valides que les guerres, les crises économiques, les fléaux de toute sorte avaient réduits à la misère, à établir une pierre de touche qui servirait à distinguer les vrais pauvres des professionnels de la men-

dicité. Toutes les mesures édictées avaient eu ce but : éviter de comprendre dans la distribution des secours les mauvais pauvres auxquels on réservait des châtimens dont la sévérité variait avec les règnes, et les circonstances. C'est pourquoi François I^{er} avait organisé des travaux publics, Louis XIV construit des hôpitaux généraux, Louis XV et Louis XVI ouvert des ateliers de secours et de charité dont la Révolution avait fait un dangereux abus.

Dès lors, la mendicité n'était plus excusable, et tous l'avaient punie ; le philanthrope, La Rochefoucauld lui-même n'hésitait pas à frapper rigoureusement « le mendiant qui, préférant le repos à l'action, est coupable envers la société qu'il charge du poids de son inutilité.

Toutefois l'individu qui se contente de tendre la main, s'il a parfois été puni de peines terribles, n'a jamais été considéré comme un délinquant ordinaire. Aussi, dès qu'on eût reconnu l'inefficacité de la rigueur à son égard, eut-on l'idée de créer un établissement spécial où un travail obligé tenterait de vaincre une apathie qui n'était peut-être pas incurable.

Telle est l'origine du dépôt de mendicité : contenu en germe dans les édits de 1612 et 1662, il apparaît nettement en 1724 pour recevoir, dans l'ordonnance de 1764, le nom qui servirait désormais à le désigner.

Mais en fait, l'œuvre ainsi poursuivie n'avait donné que des mécomptes : Jusqu'à Turgot, l'offre de travail n'avait jamais été réalisée sincèrement, et le dépôt de

mendicité avait été un établissement à destination vague, intermédiaire entre l'hospice et la prison, servant à abriter des misères répugnantes et à priver de leur liberté un certain nombre d'individus plus ou moins dangereux.

Les ateliers de charité, créés par Turgot, que la Révolution avait multipliés à l'excès, avaient été vite envahis par une foule de mendiants, de paresseux, de vagabonds même qui venaient s'embaucher, estimant très lucratif de gagner de l'argent sans rien faire (1).

La plupart de ces individus trouvaient ainsi plus facile de s'adresser à l'Etat bienfaisant, qui d'ailleurs s'était reconnu leur débiteur. Sans cette prudente intervention de l'Etat, ils auraient trouvé à s'employer ailleurs ; ceux-là, en offrant spontanément leur travail, quelque inférieur qu'il fût, prouvaient qu'ils étaient encore capables d'un effort, qu'ils considéraient le travail comme le moyen normal d'assurer leur subsistance ; ceux-là, les entreprises économiques les auraient accueillis, et par l'établissement d'une exacte proportion entre leur salaire et leur travail, et par une surveillance étroite, elles auraient été une meilleure école d'énergie.

1. « L'augmentation successive des ouvriers admis aux ateliers de secours sans que l'on exige d'eux aucune espèce de travail, et dont une grande partie ne se présente que le samedi pour recevoir le salaire qu'elle n'a pas mérité, le nombre effrayant de cette multitude attirée par la fainéantise... » Lettre écrite en 1791 par M. Smith, agent, chargé de recevoir les fonds pour les travaux de terrassement, pour justifier une demande supplémentaire d'argent.

Mais les œuvres d'assistance par le travail bien que constituant parfois un excellent préventif contre la mendicité, ne représentent pas une assistance au mendiant. Elles rendent la mendicité plus odieuse, puisque plus facilement évitable ; mais elles n'offrent pas un refuge aux malheureux qui ont déjà pris goût à la paresse. Et quel que soit le développement que prennent les œuvres d'assistance par le travail aux chômeurs involontaires, il y aura toujours, peut-on dire, des mendiants ; il y aura toujours des gens chez lesquels une tendance, un penchant à l'oisiveté triompheront aisément d'une volonté faible, pour devenir une habitude irréductible, une seconde nature si, livrés à eux-mêmes, on leur laisse le libre choix entre le travail et la prison. Le travail ? ils ne l'accepteront jamais spontanément. L'ivrogne n'a-t-il pas plus facilement de l'eau à sa disposition que de l'alcool ou du vin ? De même le mendiant ne combattra pas de lui-même son vice ; il sera plus docile aux suggestions de la paresse qu'aux propositions de travail. La prison ? Pourquoi l'employer contre lui ? « Le vagabondage, écrivent MM. Chauveau et Faustine Hélie, est moins un fait criminel en lui-même qu'un genre de vie que la loi a voulu réprimer. Ce qu'elle a voulu atteindre, c'est une certaine position, un penchant vicieux... Le vagabondage aux yeux de la loi est un acte préparatoire plutôt qu'un délit accompli » (1). Ceci s'applique aussi au mendiant,

1. Chauveau et Hélie. *Théorie du Code pénal*, t. III, p. 1.094.

car « entre le vagabondage et la mendicité, il y a une relation intime ; le vagabond n'est qu'un mendiant sans asile ».

Y a-t-il une loi qui déclare le travail obligatoire ? Pourquoi punir de la prison, un penchant, une habitude qui ne sont qu'un danger virtuel ? L'alcoolique n'est-il pas au point de vue social plus dégénéré, plus dangereux que le mendiant ? Et cependant, qui songe à prévenir par la prison le crime qu'il commettra demain, plus fatalement, plus sûrement que le mendiant ? L'alcoolisme n'est-il pas le grand générateur du paupérisme ?

Enfin, si l'on considère même le point de vue moral, l'alcoolique qui n'est victime que de son vice, n'est-il pas plus coupable que le mendiant dont l'habitude est née peut-être d'une infortune imméritée ?

Il est donc insuffisant au point de vue pratique, et presque injuste au point de vue théorique de songer à combattre la mendicité en plaçant le mendiant entre une offre simple, nue de travail et la prison. Le dépôt de mendicité organisé comme une maison de répression, une prison, n'est pas le remède qui puisse lutter contre le développement de ce fléau social qu'est la mendicité. Le mendiant est un individu chez qui le sens social est inversé, il n'a plus de dignité ; l'idée du devoir, l'orgueil de l'effort laborieux sont abolis chez lui pour faire place à cet unique souci : fuir le travail. Mais cette conception ne s'implante pas en un jour

dans son esprit ; il n'adopte pas du jour au lendemain cette règle de vie, car on ne se met pas en révolte contre la loi sociale sans hésitation ni appréhension. Certes, l'habitude du mal s'acquiert vite ; mais comme toute habitude, elle peut être combattue : c'est ce combat qu'il faut livrer ; il faut essayer de rendre au mendiant le goût du travail avant de penser à le punir de l'avoir perdu. Qui donc peut soutenir qu'une maison de répression, une prison soit qualifiée pour cette mission ?

Entre l'individu qui veut du travail, qui en cherche, et qui spontanément s'adressera aux œuvres d'assistance, si les entreprises privées ne l'ont pas accueilli, et celui qui ne veut plus rien faire, se refuse à tout labeur, quelque contrainte qu'on lui impose, il y a une catégorie intermédiaire d'individus que l'effort effraie, qui, sous l'action de circonstances malheureuses, ou même par l'effet d'une nature indolente ou perversie se livrent à la mendicité, sans avoir le dessein bien arrêté d'en faire leur unique moyen d'existence. Combien de ceux-là, au moyen d'un conseil qui persuade, doublé d'une contrainte qui oblige à l'effort, le dirige et le seconde, pourraient retrouver l'espoir et le courage ! Leur défaillance n'aurait été que passagère, une répression brutale la rendrait définitive. Combien n'avons-nous pas en France d'ouvriers momentanément sans travail, qui deviennent peu à peu des mendiants et des criminels, lorsque de chute en chute ils ont fait connaissance

avec les hôtes tarés des asiles de nuit et des prisons de droit commun.

C'est à cette clientèle d'individus encore indécis sur le chemin du vice qu'il faut un traitement moral que les œuvres d'assistance par le travail sont impuissantes à imposer et pour lequel les prisons ne sont pas qualifiées. « La mendicité est une maladie, affirme de Gérando, qui demande à être guérie dans son principe, il faut avoir une volonté pour celui qui ne sait pas vouloir; il faut prendre sur lui l'empire qu'il abdique. » (1).

C'est ainsi que Napoléon envisagea la question de la mendicité : punir le mendiant était injuste et inefficace ; mais travailler à son reclassement social, le replacer à son rang dans l'armée des travailleurs, en lui reformant une moralité, voilà le moyen à employer pour atteindre le but cherché.

Dans cette idée, l'Empereur écrivait de Saint Cloud à son ministre de l'Intérieur, le Comte Crétet, le 1^{er} septembre 1807 : « Les choses devront être établies de manière qu'on pût dire : tout mendiant sera arrêté. Mais l'arrêter pour le mettre en prison serait barbare et absurde ; il ne faut l'arrêter que pour lui apprendre à gagner sa vie par son travail, il faut donc une ou plusieurs maisons ou ateliers de charité par département... Ce serait tomber dans une erreur que de vouloir envisager ces objets autrement qu'en grand. » (1).

1. De Gérando. *De la Bienfaisance publique*, 1839, t. III, p. 578.

2. *Correspondance de Napoléon*, t. XVI.

C'était donc bien un établissement d'orthopédie morale que voulait Napoléon, « un lazaret institué, dit M. de Gérando, pour une infirmité spéciale qui flotte entre l'idiotisme et le vice, qui expose à des suites graves ». Et cette institution doit être autant distincte de la

Toutefois cette pensée d'assistance au mendiant fut maison de repos que de la prison : « On ne dira pas, écrit Napoléon, que tous les mendiants de France accourront dans ces maisons, puisqu'elles n'ont pas d'attrait pour les mendiants et que les mendiants vagabonds en sont exclus. » (1). Mais si la discipline doit y être fermement maintenue, cette rigueur, dans l'esprit de Napoléon, concourra précisément avec un traitement moralisateur pour rendre au mendiant une vie saine et laborieuse.

peut-être exagérée par les collaborateurs de l'Empereur. Dans la séance du 19 août 1807, au Conseil d'Etat, M. Regnault disait en effet : « Les dépôts de mendicité sont des maisons de secours et des asiles où les mendiants peuvent et doivent se retirer d'eux-mêmes et où ils ne sont pas en détention. » Et le Comte Crétet, dans l'exposé de la situation de l'Empire devant le Corps Législatif à l'ouverture de la session 1808-1809 s'exprimait ainsi : « Des grandes et importantes mesures ont été prises pour la répression de la mendicité : Chaque

1. *Correspondance de Napoléon*. Note pour Crétet, adressée de Bayonne le 5 juillet 1808.

département aura dans son sein un dépôt où les indigents trouveront un asile, la subsistance et de l'ouvrage : établissements paternels où la bienfaisance tempérera la contrainte par la douceur, maintiendra la discipline par l'affection, et ramènera au travail en réveillant le sentiment d'une honte salutaire » (1).

Tels furent les sentiments qui présidèrent à la création des dépôts de mendicité établis par le décret du 5 juillet 1808. Déjà, le 18 septembre 1807, un décret avait défendu la mendicité sur le territoire de la Côte-d'Or et avait ordonné que tout individu qui y serait trouvé mendiant serait arrêté et conduit dans un dépôt de mendicité pour être entretenu et nourri, et assujéti au travail.

Cette mesure ayant donné d'excellents résultats, Napoléon n'eût cesse que les choses soient établies promptement ; sa correspondance avec le comte Crétet montre son impatience : il se plaint que les rapports qu'il a demandé ne lui aient pas été envoyés et trouve étrange que les bureaux soient si lents à les rédiger, « J'attache, écrit-il, le 15 novembre 1807, une grande importance et une grande idée de gloire à détruire la mendicité. Les fonds ne manquent pas, mais il me semble que tout cela marche lentement et les années passent. Il ne faut point passer sur cette terre sans y lais-

1. Procès-verbal de délibération du Corps législatif, octobre-novembre 1808.

ser des traces qui recommandent notre mémoire à la postérité... Faites en sorte qu'au 15 décembre vous soyez prêts sur toutes les questions, que vous les ayez examinées en détail, afin que je puisse par un décret général, porter le dernier coup à la mendicité. » « Il faut, ajoutait-il qu'au commencement de la belle saison, la France présente le spectacle d'un pays sans mendiants. »

Et enfin, quand le comte Crétet fait présenter à sa signature un projet de décret, ne le trouvant pas satisfaisant, il dicte lui-même au duc de Bassano le texte suivant, daté de Bayonne le 5 juillet 1808 :

« Article premier. — La mendicité sera défendue dans tout le territoire de l'Empire.

Art. 2. — Les mendiants de chaque département seront arrêtés et traduits dans le dépôt de mendicité dudit département aussitôt que ledit dépôt sera établi et que les formalités ci-après auront été remplies.

Art. 3. — Dans les quinze jours qui suivront l'établissement et l'organisation de chaque dépôt de mendicité, le préfet du département fera connaître, par un avis, que ledit dépôt étant ouvert et organisé tous les individus mendiant et n'ayant aucun moyen de subsistance seront tenus de s'y rendre.

Art. 4. — A dater de la troisième publication, tout individu qui sera trouvé mendiant dans ledit département sera

arrêté d'après les ordres de l'autorité locale et par les soins de la gendarmerie ou de toute autre force armée.

Il sera aussitôt traduit au dépôt de mendicité.

Art. 5. — Les mendiants vagabonds seront arrêtés et traduits dans les maisons de détention.

Art. 6. — Chaque dépôt de mendicité sera créé et organisé par un décret particulier.

Les sexes et les âges y seront placés d'une manière distincte.

Art. 7. — Les dépenses de l'établissement des dépôts de mendicité seront faites concurremment par le Trésor public, les départements et villes. »

L'article 8 imposant aux préfets, entre autres obligations, celle de présenter un règlement d'administration tant pour la discipline et la nourriture que pour toutes les parties du régime intérieur de l'établissement.

Mais pour éviter des retards inconciliables avec l'activité du gouvernement et pour assurer l'uniformité administrative, le ministre rédigea un règlement auquel tous les dépôts seraient soumis. Ce règlement, en date du 27 octobre fut transmis aux préfets accompagné d'une circulaire le 19 décembre 1808 (1). Il est intéressant d'en connaître quelques articles qui montrent le parfait fonctionnement du dépôt de mendicité.

Les dépôts, étant des établissements départementaux

1. Plus tard l'expérience démontra l'utilité de certaines modifications et lors de l'établissement de chaque dépôt, un règlement spécial, tout en reproduisant les principes du texte du 27 octobre, tient compte des circonstances et des besoins des localités intéressées.

sont placés sous la surveillance immédiate des préfets au point de vue de leur administration, de la police intérieure, de la sûreté, de la salubrité, de l'organisation des ateliers, des préposés... etc. C'est le préfet qui ordonne les admissions et les sorties ; c'est lui qui approuve les comptes et budgets,

L'autorité préfectorale est secondée par un conseil de cinq membres, nommés par le ministre, spécialement chargé de l'inspection intérieure de l'établissement et de délibérer, en forme d'avis, sur tous les actes qui, sous le rapport des intérêts généraux de son gouvernement intérieur, ont besoin de la sanction des autorités surveillantes.

Sous l'inspection du conseil : et sous la surveillance et l'autorité du préfet, un directeur général (1), est chargé du gouvernement et de la direction de toutes les parties du service de l'établissement, de l'exécution des règlements, d'adjudications, marchés... etc.. de la réception des mendiants, de la remise d'état de mouvement, de la présentation des états de consommation et des besoins du service économique et temporel, et généralement de tous les détails relatifs à la police intérieure. Un receveur par la tenue des recettes et des dépenses (2), ainsi qu'un commis et divers employés sous l'ordre du directeur sont attachés à l'établissement

1. Nommé par le préfet depuis le décret 25 mars 1852, article 5.

2. Depuis le décret du 31 mai 1862, la comptabilité des dépôts est assimilée à celle des hôpitaux et hospices, article 569.

La réception des mendiants est réglementée d'une façon précise : ils ne sont reçus que sur présentation et remise des ordres de translation délivrés par les sous-préfets et commissaires généraux de police ; le directeur rend compte, chaque semaine, au conseil, des entrées et des sorties.

De minutieuses prescriptions sont édictées au sujet de l'habillement, du couchage, du régime alimentaire des mendiants.

Un service de santé est organisé dans les meilleures conditions ; des mesures excellentes d'ordre, de salubrité, d'hygiène, de moralité sont prises ; des séparations rigoureuses sont prévues entre les sexes, d'après les âges, entre les travailleurs et les infirmes.

La question du travail est essentielle : il est formé des ateliers de différents genres de travail convenables au sexe, à l'âge (1), à la force des mendiants ; la fabrication des étoffes, la filature de la laine, du coton, du chanvre, du lin, et la couture feront partie des travaux les plus ordinaires. Les mendiants valides qui refuseront de travailler, ou qui se rendront coupables d'inconduite ou d'insubordination seront séparés des autres et mis dans des salles de discipline et de correction ; ils n'auront droit qu'à l'eau et à une ration de pain de 75 dé-

1. On peut signaler un article intéressant qui donne aux ateliers la possibilité de servir d'école d'apprentissage pour les enfants trouvés qu'on n'aurait pas la faculté d'employer aux travaux ordinaires de campagnes.

cigrammes. Un cachot est destiné à ceux qui sont coupables de mauvais traitements et de voies de fait graves.

Le préfet statue sur le prix de la journée due aux travailleurs ; les deux tiers de ce prix sont acquis à l'établissement ; l'autre tiers mis en réserve pour être rendu au mendiant lors de sa sortie.

Le mendiant admis au dépôt « y est retenu le temps jugé nécessaire » ce qui veut dire qu'il est mis en liberté lorsqu'il y a lieu de croire qu'à raison des ressources qu'il pourra trouver dans son travail ou dans sa famille, il ne se livrera plus à la mendicité.

Tel est le fonctionnement du dépôt de mendicité en lui-même ; à côté, comme une sorte d'annexe, le règlement prévoit des ateliers libres de charité, organisés dans l'intérieur des bâtiments ; mais dans des locaux distincts et séparés de ceux réservés aux mendiants, à l'effet d'y recevoir, sur l'exhibition d'attestations favorables des autorités locales de leur domicile, les pauvres de l'un et de l'autre sexe du département, qui, manquant d'ouvrage et ne pouvant être employés dans des ateliers de charité de leurs arrondissements ou dans les travaux ouverts pour l'entretien des routes,⁶ confection des canaux, dessèchement des marais ou dans les exploitations agricoles ou manufacturières, se présenteraient volontairement au directeur de l'établissement pour en obtenir du travail.

Le ministre fait remarquer que ces ateliers libres, annexés au dépôt, ne suffiraient pas et qu'il y aurait

inconvenient à réunir sur un même point tous ces pauvres qui, sous prétexte de manquer de travail, seraient disposés à s'y rendre. Chaque arrondissement communal devrait avoir son atelier libre de charité, c'est-à-dire un lieu où le pauvre qui n'a pas d'ouvrage puisse aller en demander.

On a donc tort de reprocher au décret de 1808, comme on l'a fait parfois (1), d'établir une promiscuité dangereuse entre les malheureux, victimes du chômage, et les mendiants incorrigibles. « Aux bons » qui cherchent du travail, on offrait les ateliers de charité de l'arrondissement, et les ateliers libres du dépôt ; aux mendiants on ouvrait de gré ou de force le dépôt où ils étaient astreints au travail sous peine de la salle de discipline et du cachot. Oublie-t-on les séparations nombreuses qui sont prescrites à l'intérieur du dépôt. Et au surplus, y avait-il réellement des gens si intéressants parmi les mendiants valides ; on pourrait en douter en lisant la circulaire du 19 décembre : « On peut dire que pour la majeure partie des valides qui se livrent à la mendicité c'est par esprit de fainéantise et d'oisiveté, et que dans les circonstances où des travaux de la plus grande importance sont partout en activité, et où les cultivateurs manquent des bras nécessaires à leurs exploitations agricoles ; on ne peut les excuser sous le prétexte du défaut de travail. »

1. Lecoq. *L'assistance par le travail*, p. 296.

Ce qui montre encore l'intention de Napoléon, d'éviter l'entrée au dépôt des individus irrémédiablement viciés, c'est l'exclusion des mendiants vagabonds qui sont envoyés dans les maisons de détention (1). « Il importe, dit avec insistance le ministre, de ne point confondre le mendiant ordinaire avec le mendiant vagabond qui doit être soumis à toute la rigueur des lois qui le concerne. » Il recommande de ne traiter comme mendiant non vagabond que « les femmes, les enfants au-dessous de seize ans, les infirmes et les sexagénaires, et les pauvres valides qui se livrent à la mendicité, mais sans s'éloigner de l'œil bienveillant des autorités locales de leur domicile (de leur arrondissement).

Au contraire, sont mendiants vagabonds, tous les mendiants étrangers à l'arrondissement ou n'ayant pas de domicile, tous les individus qui accompagnent le fait de mendicité de circonstances aggravantes : demander l'aumône avec insolence, porter de faux papiers ou des armes, simuler des infirmités, être arrêté comme mendiant récidiviste même pour le mendiant domicilié. On rangeait ainsi, parmi les vagabonds dangereux, un certain nombre d'individus qui méritaient peut-être un traitement moins rigoureux et auxquels aurait pu être appliquée avec profit l'œuvre éducative qui était tentée

1. On prendra même à leur égard une précaution supplémentaire à l'expiration de leur peine, ils étaient mis à la disposition du gouvernement pendant le temps que celui-ci déterminera eu égard à leur conduite (ancien art. 271, C. pénal). La loi du 28 avril 1832.

au dépôt. Cette sévérité s'explique facilement : « On était au lendemain des excès commis dans certaines provinces par les chauffeurs dont les exploits étaient dans la mémoire de tous ; en second lieu un pouvoir despotique redoutait d'instinct ces inconnus parmi lesquels pouvaient circuler des conspirateurs, émissaires des sociétés secrètes. » (1).

C'était donc bien au mendiant seul qu'était réservé le dépôt ; mais quel que fût son âge, du moment qu'il était trouvé demandant l'aumône, il était interné ; des vieillards, des impotents allaient entrer au dépôt. Qu'y venaient-ils faire, puisqu'ils n'étaient pas capables de gagner leur vie par le travail ? Il y avait probablement là une nécessité de remédier à l'insuffisance de l'organisation des secours à domicile ou hospitaliers en faveur de la vieillesse. Ce sera, d'ailleurs, l'écueil sur lequel viendra s'échouer le grand projet de Napoléon contre la mendicité.

On attendait de cette nouvelle législation les meilleurs effets ; il suffit pour s'en rendre compte de se reporter à l'exposé des motifs fait par le rapporteur de la Commission de législation du Code Pénal au Corps législatif (M. Noailles), dans la séance du 6 février 1810 : « Il était réservé à ce siècle d'être le témoin de la résolution du problème de la mendicité... La France a reçu avec enthousiasme ce décret bienfaisant du 5 juillet 1808 ; la mendicité sera défendue dans tout le territoire

1. Rivière. *Mendiants et vagabonds*, p. 34 et note.

de l'Europe. Elle s'est empressée d'applaudir aux dispositions salutaires prises pour son exécution : dans tous les départements de l'Europe, s'élèvent des asiles pour le pauvre et des ressources sont assurées pour sa subsistance. Les dépôts de mendicité sont établis ; nos pas ne seront plus arrêtés par l'importunité du mendiant, et nos yeux ne seront plus révoltés par l'image dégoûtante des infirmités et de la honteuse misère. »

Ces paroles font pressentir un prochain retour à la répression brutale ; en effet, en parlant des mendiants au Corps législatif, M. Noailles ajoutait : « Leur sort n'est plus digne de pitié, maintenant que le gouvernement leur offre les secours que réclame leur indigence. Tout homme valide doit travailler. C'est la loi de la nature ; s'il se refuse au travail, c'est un homme dangereux que l'autorité doit surveiller et punir très sévèrement. » (1). Dans ces dispositions, la loi des 16-26 février 1816 va introduire dans le Code pénal les articles 269 à 282 relatifs aux mendiants et aux vagabonds.

Citons les articles qui nous intéressent plus particulièrement : article 274 : « Toute personne qui aura été trouvée mendiant dans un lieu pour lequel il existera un établissement public organisé afin d'obvier à la mendicité sera punie de trois à six mois d'emprisonnement et sera, à l'expiration de sa peine, conduite au dépôt de mendicité. » Et l'article 275 complète : « Dans les lieux

1. Rapport du Code pénal.

où il n'existe point de tels établissements, les mendiants d'habitude, valides, seront punis de un à trois mois d'emprisonnement ; s'ils ont été arrêtés hors du canton de leur résidence, il seront punis d'un emprisonnement de cinq mois à deux ans. »

Le législateur de 1810 abandonne donc l'idée de Napoléon qui trouvait « barbare et absurde » d'emprisonner le mendiant. Mendiants et vagabonds vont donc se retrouver à la prison : c'est là que l'on peut craindre une promiscuité dangereuse pour les malheureux qui ne sont pas encore d'incorrigibles paresseux. Cette courte peine de l'emprisonnement était absolument inutile pour justifier l'action sociale qui devait s'exercer par l'internement au dépôt ; elle était même nuisible puisqu'elle allait faire considérer cet internement comme un prolongement arbitraire de la prison.

Un vice du décret de 1808 avait été d'ouvrir la porte du dépôt à des vieillards, à des infirmes incapables de travail, et de transformer ainsi l'établissement en une succursale de l'hospice.

L'erreur du Code pénal était de fausser plus gravement encore l'institution de l'Empereur en envoyant les mendiants faire un séjour préalable à la prison, avant d'exercer au dépôt l'œuvre moralisatrice qui seule pouvait être efficace. Le dépôt de mendicité devient ainsi un établissement qui tient à la fois de l'hospice et de la prison.

Comment furent exécutés le décret de 1808 et les articles du Code pénal, et quels furent les résultats des dépôts créés ?

Dans une note qu'adressait Napoléon au comte Crétet (1), et accompagnant l'expédition du décret sur l'extirpation de la mendicité, l'Empereur indiquait que le principe à appliquer pour l'établissement des maisons de mendicité était le même que celui qui avait été employé pour les lycées, c'est-à-dire que l'exécution devait en être successive. « Avec des règles générales, on n'arrive à rien ; il faut agir comme les siècles. En organisant tous les mois 3 à 4 maisons, on arrivera bientôt au moment où tous les dépôts de mendicité de la France seront organisés. » « Il y a, ajoutait-il, à peu près 100 dépôts à organiser. En supposant que l'établissement de ces maisons coûtera l'un dans l'autre 100.000 francs, cela ne fera qu'un capital de 10 millions. » Et il indiquait plusieurs sortes de ressources pouvant être utilisées à cet objet.

La construction des dépôts s'effectua dans la vaste superficie de l'empire français avec ce caractère de rapidité et de grandeur imprimé aux monuments de ce règne, qui étonnera toujours la postérité (2).

En la seule année 1809, 40 dépôts s'ouvrirent dans autant de départements, et 40 dans les trois années qui suivirent : celui de la Seine par le décret du 22 décem-

1. Note du 5 juillet. *Correspondance de Napoléon*, t. XVI.

2. De Villeneuve-Bargemont. *Economie politique chrétienne*, t. II, p. 483.

bre 1808, 39 en 1809, 19 en 1810, 14 en 1811, 4 en 1812, 3 en 1813 (1). On a plus coutume de réduire ces chiffres à 65 (2), et même à 59 (3) en ajoutant que, en 1814, 37 seulement fonctionnaient.

Ces dépôts ne réalisèrent pas l'espoir que l'on avait fondé sur leur établissement. Dès le 31 octobre 1809, le ministre de l'Intérieur (Comte de Montalivet) était obligé de rappeler aux préfets que l'organisation des dépôts ne devait pas donner lieu à la diminution des lits dans les hospices. « Les dépôts ne sont établis que pour la réclusion des individus *valides ou invalides que l'on arrête pour cause de mendicité*. Aucune des mesures qui peuvent concourir à les maintenir dans cette destination exclusive ne doit être négligée. Les ateliers libres qui doivent y être formés ne sont que pour les pauvres en état de travailler et qui manquant d'ouvrage se présentent pour en obtenir ou pour y travailler à la tâche ou à la journée et retournent ensuite à leur domicile. » Ces ateliers libres du dépôt ne sont d'ailleurs institués que pour aider les ateliers de charité de l'arrondissement qui ne doivent pas cesser de fonctionner comme moyens de prévenir la mendicité ou d'en empêcher le retour, tandis que les dépôts ont principalement sa répression pour objet.

1. Ce sont les chiffres donnés par De Gérando, t. III, p. 590. — Watteville. *Dic. d'Eco. Pol.*

2. Durieu et Roche. *Répertoire des établissements de bienfaisance*, t. II, p. 26.

3. De Magnitot. *De l'assistance et de l'extinction de la mendicité*, 1856.

Cette déviation, signalée par la circulaire, devait malgré tout s'accroître par la suite et résister à toutes les prescriptions.

Les dépôts furent envahis par une foule d'infirmes, venus là pour être en règle avec la loi, et aussi parce qu'on ne consentait nulle part à hospitaliser leur répugnante misère.

« Les aliénés, les idiots, les épileptiques pour lesquels il n'existait pas encore d'établissements spéciaux furent tout d'abord les hôtes incommodes des dépôts, qui furent ainsi transformés dès l'origine, contrairement au but de leur institution, en hospices ou en hôpitaux, et ne purent offrir aux indigents encore valides ces refuges où ils auraient pu trouver l'asile et le travail qui leur manquaient. » (1)

Bien plus la législation de 1810 contribua à dénaturer encore davantage l'institution. Ce n'étaient plus de simples mendiants qui allaient entrer au dépôt : c'étaient les libérés de la prison, des délinquants qui, à l'expiration de leur peine, y viendraient chercher bien vainement le goût du travail. On y fera même admettre des condamnés de droit commun.

Ainsi mendiants, infirmes, malades, récidivistes incorrigibles, délinquants, pauvres de toutes sortes étaient entassés pêle-mêle dans les dépôts. « A côté des filles publiques atteintes de maladies, de galeux, de fous,

1. De Magnitot. *De l'assistance et de l'extinction de la mendicité*, 1856, p. 37.

des épileptiques, on y transporta les condamnés dont les prisons étaient encombrées; enfin on y reçut par faveur des familles entières qui pouvaient avoir droit à quelques secours, mais qui n'appartenaient pas à la classe pour laquelle les dépôts avaient été créés. Les autorités locales se montraient extrêmement empressées de faciliter ces admissions qui diminuaient d'autant la charge des pauvres de leurs communes. » (1)

Les dépôts ainsi détournés de leur destination première, furent promptement remplis de malheureux de toutes sortes, et hors d'état d'en recevoir de nouveaux. Dès lors les mendiants valides qu'à la promulgation du décret avaient effrayés et fait disparaître, se montrèrent de nouveau et impunément, ne redoutant plus d'être conduit dans des maisons où il n'y avait plus de place et où, d'ailleurs, l'entrée pouvait être sollicitée comme une faveur.

Ce fut en vain qu'une circulaire du 31 mars 1812 rappela aux vrais principes. Les préfets donneront avis à tous les individus qui se livrent à la mendicité dans l'étendue du territoire du département de solliciter, dans le délai de quinze jours leur admission au dépôt; il est recommandé aux préfets de restreindre cette mesure aux individus qui sont reconnus faire profession de mendier et n'avoir aucun moyen de subsistance.

Passé le délai, toute admission volontaire au dépôt

1. De Villeneuve-Bargemont, *op. cit.* p. 484.

doit cesser, et tout individu trouvé mendiant sera arrêté et conduit à la maison d'arrêt ; pendant huit jours il pourra être mis en liberté sur réclamation de sa famille ou de la commune de son domicile avec soumission de l'empêcher de mendier.

Les femmes, les enfants au-dessous de seize ans, les sexagénaires, les infirmes, non réclamés, seront transférés au dépôt par voie administrative, pour y être retenu jusqu'à ce qu'ils soient habiles à gagner leur vie par le travail et au moins un an.

Quant aux valides arrêtés pour faits de mendicité, s'ils n'étaient pas réclamés, il était procédé contre eux selon les dispositions du Code.

La circulaire éludait donc le Code pénal pour les femmes, les vieillards et les infirmes. Seuls les valides étaient punis de la prison.

Citons une dernière instruction de l'Empereur, en date du 6 mai 1815 qui montre les abus dont les dépôts étaient le théâtre : « Il est évident que si l'on ne voulait voir dans les dépôts que de véritables hospices, il ne s'y opérerait plus de mouvement que par décès ; le produit du travail serait absolument nul et les frais d'administration trop considérables ; tandis qu'en ne les considérant que comme maisons de travail, on imprime à tous les individus qui se livrent à la mendicité la crainte d'y être enfermés ; on diminue les dépenses en ce que le régime alimentaire y est moins généreux que pour les vieillards infirmes, hors d'état de

travailler et que les établissements se trouvent couverts des dépenses par le produit des ateliers. Tel est le but qu'il faut atteindre... L'administration a perdu de vue l'objet principal... Elle a favorisé la réclusion des individus hors d'état de travailler, et elle a retenu trop longtemps dans ces établissements des individus hors d'état de pourvoir à leurs besoins... »

Ces abus qui persistaient dans le fonctionnement des dépôts, allaient servir de prétexte à la Restauration pour abattre d'un seul coup cette grande institution élevée avec tant de rapidité.

Déjà le 7 novembre 1815 une circulaire du Comte de Vaublanc, ministre de l'Intérieur, constate que de nombreuses plaintes étaient provoquées par les excès qui s'étaient introduits dans les dépôts : « Le luxe de leur administration, le vice qui existe dans les circonstances de l'admission, le défaut de surveillance, l'adoption d'un régime trop généreux, non approprié aux localités, peut-être aussi la cupidité, l'inexpérience ou l'incurie des préposés ont rendu ces établissements extrêmement dispendieux, sans qu'ils aient pour la plupart atteint le but qu'on se proposait. » Le document ajoute que les événements militaires ont beaucoup contribué aux désordres qu'il faudrait réparer par la réduction des dépenses, par la diminution du nombre des employés et de leur traitement.

L'année suivante, les conseils généraux sont appelés à donner leur avis sur le plus ou moins d'utilité d'un

dépôt dans le département, en tenant compte des circonstances qui ont nui essentiellement à son établissement.

Enfin le 17 mars 1817, M. Lainé écrivait aux préfets : « Il ne s'agit plus d'examiner si la mendicité peut être supprimée au moyen des dépôts, mais de pourvoir à la dépense de celui qui existe, si la conservation en est jugée nécessaire ou de bien motiver toute proposition dont l'objet serait de lui faire subir des modifications ou d'en prononcer la suppression ».

Les conseils généraux s'empressèrent de profiter de la faculté qui leur était laissée pour se libérer d'une charge financière très lourde, et de plus « les vastes édifices dans lesquels on avait établi les dépôts étaient demandés par d'autres services ; plusieurs étaient réclamés pour des séminaires ; on les affectait à de nouvelles destinations plus conformes à l'esprit du temps » (1).

Il faut ajouter, comme cause de cette suppression des dépôts, l'influence de l'esprit de réaction que faisait considérer avec défaveur les œuvres de l'Empire. De Villeneuve-Bargemont ne va-t-il pas jusqu'à dire « qu'à sa connaissance personnelle pour plusieurs conseils généraux appelés à délibérer sur le maintien des dépôts, le seul motif allégué contre ces institutions était d'avoir été créées sous le règne de Napoléon » (2).

1. De Gérando, *op. cit.*, p. 593.

2. De Villeneuve-Bargemont, *op. cit.*, p. 486.

Quoi qu'il en soit, en 1818, il existait encore 22 dépôts parmi lesquels quelques-uns, administrés avec sagesse et discernement, avaient réalisés les espérances que leur création avait fait concevoir.

En 1830 il n'y en a plus que 10, et en 1837, 7 seulement (1). Leur nombre tomba même à 4 lorsque la loi du 10 mai 1838 eût rendu leur entretien facultatif pour le département : ce sont les 2 de la Seine : Saint-Denis et Villers-Cotterets, celui des Bouches-du-Rhône à Aix, et celui de Lyon (2).

La suppression officielle des dépôts ne manqua pas de produire des conséquences qu'on n'avait pas prévues. La mendicité des vieillards, des invalides se trouvait autorisée, et l'emprisonnement ne pouvait plus être appliqué qu'aux mendiants valides d'habitude. Or l'habitude de la mendicité, la validité physique et la possibilité de se procurer du travail étant difficiles à prouver dans un très grand nombre de cas, les magistrats hésitèrent à prononcer des condamnations dont le but et la justice n'étaient plus démontrés.

Dans cet état de relâchement et d'incertitude, la mendicité devait reparaitre avec tous les désordres qui l'accompagnaient d'ordinaire. Des mesures sont prises dans quelques départements sur l'initiative des préfets, des villes ou de particuliers. Les conseils généraux de la

1. Saint-Denis, Villers-Cotterets, Laon, Saint-Dizier, Limoges, Dôle, Angoulême.

2. Voir De Gérando pour leur situation en 1839.

Drôme, d'Eure-et-Loir et des Hautes-Pyrénées réclamaient avec insistance le rétablissement des dépôts. D'autres appellent la sollicitude du gouvernement sur les ravages qu'exerce le fléau de la mendicité, et sur la nécessité de prendre des mesures d'ensemble.

Ainsi avisé, le gouvernement adresse en 1840 (1) une circulaire aux préfets où il fait cette triste constatation : « Cette plaie sociale a été combattue par les mesures les plus diverses ; tous les systèmes ont été mis en pratique et presque partout les tentatives n'ont abouti qu'à démontrer l'impuissance de l'administration. » Le ministre voudrait cependant, d'après l'exemple fourni avec des résultats satisfaisants dans certains pays de l'Europe, essayer d'une organisation « qui conciliait la sévérité qui réprime avec la charité qui prévient » ; auparavant il veut se renseigner et prie les préfets de répondre à un questionnaire qu'il leur adresse.

Une autre circulaire du 9 décembre 1844, en demandant les mêmes renseignements, fait supposer que, dans les quatre ans écoulés depuis 1840, la question est restée au même point.

Toutefois, sans attendre la solution générale promise, l'initiative locale suppléait parfois à la négligence du gouvernement par des mesures particulières.

C'est ainsi que le 11 janvier 1845, Nantes faisait

1. Circulaire du Ministre de l'Intérieur Duchâtel en date du 24 février 1840.

reconnaitre comme établissement d'utilité publique une société formée pour l'extinction de la mendicité et qui dans ce but, avait organisé au moyen de souscriptions volontaires, non seulement des secours à domicile, mais tout un système d'assistance et de travail dans des locaux aménagés. Le renvoi à la maison de secours par le tribunal après condamnation pour délit de mendicité, emportait admission du mendiant.

Cet exemple fut suivi : Des maisons de ce genre furent fondées à Guéret, à Toulouse, à Bergerac, etc.

Divers dépôts furent établis par les communes et les départements.

Certains départements ne voulant pas faire les frais d'un dépôt particulier, traitèrent avec un département voisin ayant un dépôt, à l'effet d'y faire admettre leurs mendiants. Ainsi un traité était intervenu le 5 décembre 1844 entre le préfet de l'Eure-et-Loir et le département du Loiret, sous l'approbation du ministre de l'Intérieur à la date du 16 janvier 1844. Mais la Cour de cassation ne reconnut pas l'autorisation ministérielle suffisante pour permettre l'application de l'article 574, attendu que le texte du décret de 1808 exige un décret particulier pour la création de chaque dépôt (1). En ce sens, des ordonnances du 15 juin 1846, du 3 novembre 1846 approuvent les traités passés entre le département du Loiret et ceux de Seine-et-Oise, et d'Eure-et-Loir.

1. Cass., 11 avril 1846 S. 46. 1. 431. — D. P. 46. 1. 222.

En 1848 on comptait 15 dépôts, en 1851, 19.

Le second Empire devait être naturellement favorable à une institution de Napoléon I^{er} ; le nombre de dépôts en 1853 était monté à 23, et atteignait en 1855 (1) 33. En 1870 il en existait 40.

En 1873 eut lieu une grande enquête sur l'organisation de l'assistance publique dans les campagnes ; sur 40 questions posées, 4 concernaient l'extinction de la mendicité. 75 conseils généraux répondirent ; 39 seulement émirent un avis sur les dépôts, 14 concluaient à la suppression, 25 au maintien. Mais fait remarquer le rapporteur E. Talon, les avis favorables émanaient des départements qui n'avaient pas jugé bon d'établir des dépôts (2).

« L'opinion des Conseils d'arrondissement est des plus indécises ; les commissions hospitalières et les bureaux de bienfaisance répondirent au nombre de 353 à l'ensemble de l'enquête ; mais sur les dépôts il n'y eut que 144 avis : 52 pour le maintien, 33 pour l'extension, 3 pour l'institution de dépôts cantonaux et 24 pour la suppression auxquels nous ajoutons les 32 concluant à rendre l'assistance communale, ce qui équivaut à supprimer les dépôts départementaux. Les Sociétés d'agriculture et les Comices agricoles parlent peu des dépôts et ne les louent guère. La Société d'agriculture

1. En voir la liste dans le *Bull. off. Ministère de l'Intérieur*, 1855, p. 146.

2. Vaulaer. *Correspondant*, 25 mars, 10 oct., 10 sept. 1892, 10 janv. 1893.

de Lyon vante l'état du dépôt du Rhône (Albigny) et l'établissement d'un dépôt partout où il n'y en a pas. » (1).

Il faut arriver au 31 décembre 1886 pour avoir une statistique complète des dépôts. Les dépôts de mendicité sont au nombre de 31, plus 2 établissements situés à Brest et à Chambéry, appartenant à ces villes et exclusivement destinés à leurs incurables. Sur ces 31 dépôts, 2 sont en Algérie ; 1, celui de Mirande, dans le Gers, bien qu'existant toujours légalement, a cessé de fonctionner depuis cinq ans, restent 28. Sur ces 28, 4 contiennent moins de 18 pensionnaires (celui d'Alles n'en a que 3, et celui de Cahors 2) et ne sauraient être considérés comme fonctionnant réellement ; restent donc en définitive 24.

On compte en outre 25 départements ayant un traité avec un dépôt situé dans un département voisin ; mais 2 de ces départements ont traité avec le dépôt de Mirande qui ne fonctionne plus et 9 autres n'entretiennent pas un seul pensionnaire ou en entretiennent un très petit nombre, 1, 4, 5, 6, 7 au plus ; restent 16 départements à compter dans cette catégorie, ce qui, avec les 24 précédents, forme un total de 40 départements sur 87 où il est donné aux prescriptions de la loi une satisfaction extrêmement restreinte (2).

Depuis, plusieurs dépôts ont été supprimés ; d'autres

1. *Revue Pénitentiaire*, 1889, p. 491.

2. De Crisenoy, « Les Asiles d'incurables et les dépôts de mendicité. » *Revue générale d'Administration*, année 1888, p. 6.

ont été transformés ou ne fonctionnent plus. En 1904, on relate (1) l'existence officielle de 22 dépôts parmi lesquels 12 seulement sont encore en activité. La population de ces dépôts était au 31 décembre 1904 de 7.923 individus comprenant 7.419 hospitalisés et 504 reclus.

La disparition des dépôts de mendicité n'est pas pour nous surprendre ; de tous côtés, on s'est acharné à déplorer les vices de leur fonctionnement, à critiquer le principe de leur institution même

M. de Crisenoy, en 1888, faisait ressortir de la statistique que presque tous les dépôts n'étaient que des asiles d'incurables avec de petits quartiers de reclus ; on comptait en effet au 31 décembre 1886, 5.038 internés se décomposant en 4.152 hospitalisés et 876 reclus seulement parmi lesquels il se trouvait beaucoup d'invalides.

M. Dupuy tirait aussi argument de l'insuffisance des produits du travail : « Près de la moitié de la population consomme sans produire ; ceux qui travaillent produisent moins du tiers de leur consommation. » (2).

Les défauts ont été résumés dans un rapport de M. Monod au Conseil supérieur de l'Assistance publique (3) : « Les dépôts n'ont pas procuré la répression prévue par la loi. Là où ils fonctionnent, ils laissent à

1. Viple, *La répression pénale de la mendicité*, 1905.

2. *Revue Pénit.*, 1889, p. 493.

3. Doc. du C. S. d'As. fasc., 19 (10 juin 1888).

désirer au point de vue de l'assistance et du relèvement des mendiants. Nulle part, on n'a tenu compte de l'intérêt qui s'attache à séparer les vâgabonds et gens dangereux, les mendiants de profession et d'habitude d'avec les individus poussés temporairement par la misère à demander l'aumône ou à solliciter eux-mêmes leur admission au dépôt.

Il aurait fallu faire des quartiers séparés et appliquer des régimes différents à des populations d'origine et de valeur différentes. L'organisation du travail y est partout embryonnaire. Dans la plupart des dépôts, les mendiants ne sont occupés qu'aux travaux intérieurs et domestiques de la maison. Les reclus n'emportent à leur sortie qu'un pécule insignifiant, à moins d'avoir préalablement fait un temps de prison correctionnelle assez prolongé. Les insubordonnés, les paresseux incorrigibles ne sont pas maintenus par une discipline assez sévère, et ils exercent sur toute la population de l'établissement une détestable influence.

« En résumé, un individu qui sort du dépôt est rejeté dans la société sans plus de ressources qu'avant, et souvent moins bon qu'il n'y était entré. »

Qu'ajouter à ce tableau, sinon la parole de M. Ferdinand Dreyfus au V^e Congrès international pénitentiaire : « Les dépôts ne peuvent ni réprimer, ni relever, ni assister. Là où ils existent, ils sont à la fois prisons, hospices et asiles, et les incapables y prennent la place des mendiants valides. »

... Les conséquences de cette organisation ne sont que trop connues. Elles se résument ainsi : faiblesse dans la poursuite et dans la répression ; mélange des mendiants de profession et des mendiants d'accident ; rejet dans la société d'individus sans ressources et sans protection qui viennent augmenter le contingent des incorrigibles.

« De là, un développement croissant de la plaie sociale : dans les campagnes, vagabonds et mendiants sillonnent les chemins, redoutés et impunis ; dans les grandes villes, ils forment une immense armée dont on connaît les cadres, les dessous, les habitudes ; paresseux par instinct, ivrognes par goût, ils mettent au service de leur industrie spéciale les ressources les plus ingénieuses, et sont aussi habiles à dépister les recherches de l'autorité qu'à détourner à leur profit le cours de la charité. » (1).

1. *Institutions pénitentiaires de la France en 1895*, p. 429.,

Quatrième Partie

Projets de réforme

On a bien souvent proposé la suppression des dépôts de mendicité depuis la grande enquête de 1873 qui leur fut si défavorable. On a même été jusqu'à préconiser les théories de l'école individualiste : « Ne cherchez pas hypocritement, a-t-on dit à la Société générale des Prisons, à guérir cette maladie (la mendicité). Que le monde la contemplé seulement avec indifférence et il ne la verra pas longtemps. » (1).

Certes, cette solution serait avantageuse si l'on pouvait obtenir que le monde contemplât avec indifférence le malheur d'autrui ; mais on ne peut songer à interdire l'aumône et l'abstention des pouvoirs publics aurait pour effet de constituer un monopole au profit du mendiant professionnel, exploiteur habile de la charité privée au détriment du malheureux qui seul mourrait de sa misère.

1. H. Granier.

On ne s'est point du reste arrêté à cette théorie ; l'institution des dépôts de mendicité répond d'ailleurs à une idée juste et malgré leur impuissance constatée jusqu'à ce jour, on n'a pas définitivement résolu de les supprimer. De l'échec des tentatives, même multiples, on ne doit pas forcément conclure à la défectuosité du principe. Il serait préférable de se demander en quoi et pourquoi les applications pratiques du décret de 1808 avaient été mauvaises, quelles modifications devaient rendre l'institution vraiment utile.

En 1877, le Conseil supérieur des Prisons, sur la proposition de M. le vicomte d'Haussonville, demandait la création de maisons de travail où seraient internés pour un long espace de temps, les délinquants appelés petits récidivistes et qui comprennent les mendiants, les vagabonds, les surveillés en rupture de ban (1).

Mais ces maisons de travail où l'on ne devait enfermer que les moins corrigibles des mendiants, ne semblaient pas devoir être des écoles de travail bien efficaces en raison même de l'intervention tardive qu'on leur demandait (2).

La Société générale des Prisons étudia à son tour en

1. La surveillance de la haute police qui date de la loi du 22 avril 1832 a été remplacée en 1885 par l'interdiction de séjour.

2. L'article 4 du projet discuté dans la session de janvier 1878, portait que ceux qui, ayant été condamnés 5 fois à une peine corporelle pour vagabondage, mendicité ou rupture de ban, seraient condamnés de nouveau à l'emprisonnement pour l'un de ces délits, pourront être renvoyés à l'expiration de leur peine dans une maison de travail pour une durée de deux à cinq ans.

1886 la question de la mendicité ; un exposé très complet préparé par M. le pasteur Robin (1) eut sa conclusion dans un projet dû à M. Duverger, professeur à la Faculté de Droit. Le projet avait le mérite de réclamer un traitement spécial pour les enfants et pour les vieillards, les infirmes, les incurables, incapables de travail qui devaient être hospitalisés dans un hospice dont la création était obligatoire pour le département ; il réservait au dépôt de mendicité les chômeurs involontaires et frappait les mendiants valides qui ne voulaient pas travailler de bon gré, d'un emprisonnement de trois à six mois avec envoi facultatif dans une maison de travail à l'expiration de la peine, pour un à deux ans. Mais la création de dépôts et de maisons de travail n'était pas une charge imposée au département qui aurait ainsi toute liberté de ne rien faire de plus qu'au paravant.

Peu de temps après, une commission fut instituée au Ministère de la Justice en vue de préparer la revision de la législation pénale ; l'étude du vagabondage et de la mendicité fut confiée à une sous-commission qui, par l'organe de M. le professeur Léveillé, rédigea un projet dans lequel on retrouve les grandes lignes du projet Duverger, avec cette modification que l'administration a la faculté de substituer pour les vagabonds l'internement dans une maison de travail à l'emprisonnement.

1. *Revue Pénitentiaire*, 1885, p. 266 ; 1886, p. 137 et 413.

La création de ces maisons reste toujours facultative.

Aussitôt créé, le Conseil supérieur de l'Assistance publique comprit dans ses études les plus urgentes, la question des dépôts de mendicité, et chargea M. Dupuy, député, de lui présenter un rapport. M. Dupuy, comme conclusion à un travail très approfondi proposa un projet qui préconisait la fondation de maisons de travail exclusivement répressives où seraient internés les mendiants valides âgés de plus de seize ans et de moins de soixante-dix.

Toutefois, pendant une période transitoire qui doit précéder l'organisation définitive de l'Assistance publique, les maisons de travail recevront, à côté des délinquants de l'article 274, des reclus volontaires, munis d'un certificat du maire de leur commune, attestant qu'ils n'ont pu se procurer des ressources par leur travail.

L'article 274 était ainsi modifié : « Toute personne ayant été trouvée mendiant dans un lieu pour lequel il existera un établissement public ou privé, organisé afin d'obvier à la mendicité, sera internée pour la première fois dans la maison de travail pour une durée de trois à six mois, puis en cas de récidive punie de trois à six mois de prison et, à l'expiration de sa peine, conduite dans l'établissement pour une durée de six mois à un an. »

Et M. Dupuy indiquait ainsi son intention : « Le délit de mendicité ne doit pas être assimilé aux crimes contre la propriété et les personnes, car il ne provient sou-

vent que d'une certaine éducation ou plutôt d'un manque d'éducation dont on doit tenir compte. »

« En plaçant l'internement au dépôt comme la première étape avant la prison, nous avons voulu procurer une sorte de traitement moral. » (1).

L'idée était certainement bonne ; et nous regrettons qu'elle n'ait pas été poussée plus loin. Puisqu'il s'agit du traitement d'une maladie morale, c'est-à-dire d'une affection dont la gravité varie avec les individus et dont le remède exige une durée très imprécise, en tout cas très longue, il ne fallait pas fixer des limites aussi courtes : que sont quelques mois quand il s'agit de former, ou de réformer un caractère ? En restreignant ainsi la durée du traitement, c'était tomber dans l'erreur des courtes peines, c'était vouer infailliblement le mendiant à la récidive, à la prison par conséquent.

On a fait un autre reproche au projet Dupuy. Même pendant la période transitoire, dont rien ne détermine la durée, il y a un grave danger à mélanger dans la maison de travail des éléments aussi divers : chômeurs involontaires et récidivistes parfois incorrigibles. D'ailleurs le dépôt ne doit pas être un établissement ouvert à tous : il risquerait de servir souvent de maison de repos où l'on viendrait se mettre à l'abri pendant la mauvaise saison.

1. Documents du Conseil Supérieur de l'Assistance, fascicule 25, p. 107.

Le Conseil supérieur de l'Assistance publique, après le rapport Dupuy, ne s'étant pas trouvé suffisamment éclairé sur l'un des aspects du problème, celui qui touche à la répression, décida de demander l'avis du Conseil supérieur des Prisons. Ce conseil, sur un rapport très judicieux de M. Félix Voisin (1), donna un avis défavorable au projet Dupuy. M. Voisin estimait que les maisons de travail offriraient aux mendiants d'habitude une promiscuité très agréable. Ce qui leur faut, c'est la prison avec le régime cellulaire. « La cellule effraie le mendiant. » Il est donc inutile de créer à grands frais des établissements nouveaux dont la charge serait très lourde pour les collectivités ; il suffit d'appliquer la loi du 5 juin 1875 qui établit la séparation individuelle dans les prisons.

Les invalides étaient renvoyés à l'Assistance publique ; pour les chômeurs involontaires, quelques maisons de travail intelligemment disséminées suffiraient.

Tous ces rapports, toutes ces discussions provoquèrent le dépôt sur le bureau de la Chambre, d'un certain nombre de propositions de lois relatives au vagabondage et à la mendicité.

Déjà une proposition de M. Faure, avait été prise en considération le 11 juin 1892.

Le 16 janvier 1894 (2), Georges Berry présentait à

1. *Revue Pénitentiaire*, 1892, p. 982 ; 1893. Discussion.

2. Doc. Parl. Séance, 16 janvier 1894. Annexe, n° 260.

3. Doc. Parl. Séance, 10 mars 1894. Annexe, n° 402.

la Chambre trois projets de délibération, précédés d'un exposé des motifs où il passait en revue toutes les espèces de mendiants : invalides et malades, truqueurs, ceux qui font de la mendicité déguisée, et ceux qui n'ont recours à aucune ruse. A ces individus qui, malgré leur paresse, malgré leurs vices ne sont que des malades à soigner, il faut appliquer, non plus une peine, mais un traitement moralisateur.

Le premier projet modifiait la qualification et les conséquences pénales du vagabondage et de la mendicité ; ce ne sont plus des délits, mais de simples contraventions de la compétence du juge de paix qui pourra prononcer l'internement dans une colonie de travail.

Le deuxième projet oblige l'Etat a créé ces colonies de répression où les mendiants seront astreints au travail.

Enfin par le troisième projet qui a pour but de prévenir la mendicité, les conseils municipaux étaient autorisés à voter des fonds pour organiser des ateliers où pourront trouver du travail les citoyens qui en manquent.

Cette proposition n'ayant pas abouti, G. Berry pense aller au plus pressé et se contente le 19 janvier 1903 de présenter un article unique, ainsi conçu (1) :

« La mendicité n'est passible que des peines de simple police.

1. Doc. Parl. Séance du 19 janvier 1903, no 671.

« Toute personne qui aura été trouvée mendiant dans un lieu public sera punie d'une amende de 6 à 10 francs. A partir de la troisième récidive, le mendiant sera puni d'un emprisonnement de un à cinq jours et à l'expiration de sa peine il pourra être enfermé dans un dépôt où il sera astreint au travail pendant six mois au moins et un an au plus. »

Un autre député, M. Cruppi, désirant « libérer sa conscience » de la promesse faite à ses électeurs (1), déposait le 15 janvier 1899 (2) sur le bureau de la Chambre une proposition de loi relative aux moyens d'assistance et de coercition propres à prévenir et à réprimer le vagabondage et la mendicité.

Elle comprenait deux parties : la première qui s'occupait des secours à donner à ceux qui les méritaient imposait aux départements l'obligation de créer et d'entretenir deux sortes d'établissements : une maison de refuge destinée à recevoir les vieillards et les infirmes envoyés par décision judiciaire ; une maison d'assistance par le travail où les ouvriers sans ouvrage pourraient se présenter librement pour en obtenir,

Dans la deuxième partie, l'auteur cherchait à rendre les moyens de répression plus efficaces en réformant la police rurale, et en chargeant le juge de paix d'opérer

1. Les populations rurales étaient émues à tel point que les questions du vagabondage et de la mendicité furent inscrites par plusieurs candidats aux élections législatives dans leur programme.

2. Doc. Parl. Séance, 25 janv. 1899. Annexe, n° 651.

une première sélection entre les mendiants et les vagabonds.

Les départements, effrayés des charges financières que leur imposerait la création des maisons de refuge et surtout des maisons d'assistance par le travail qui ressemblaient fort à de véritables ateliers nationaux, firent entendre de très vives oppositions devant lesquelles M. Cruppi se décida à remanier sa proposition et à en donner le 17 mars une seconde édition qui fut approuvée par la Commission de législation criminelle (1) et par la IV^e section du Conseil supérieur de l'Assistance publique (2). Cette proposition est donc la plus intéressante à étudier, puisqu'elle rallie l'avis de tous les esprits éminents qui se sont occupés des questions de mendicité, et que, malgré sa date déjà éloignée, elle a beaucoup de chances d'aboutir : M. Cruppi l'a tout récemment soumise de nouveau aux délibérations de la Chambre qui en a déclaré l'urgence le 19 décembre 1907 (3).

M. Cruppi cherche par des définitions précises à opérer une sélection rigoureuse qui permette d'infliger sans remords une pénalité sévère aux professionnels de la mendicité.

Art. 2. — « Le mendiant punissable est celui qui, en quelque lieu que ce soit, sollicite la charité dans son propre

1. Annexe à la séance du 28 nov. 1899 n° 1237.

2. Doc. du C. S. d'A. P. fasc. 73.

3. Doc. Parl. Annexe au procès-verbal de la Séance du 19 déc. 1907, n° 1394.

intérêt, et qui, étant apte au travail, ne justifie pas avoir fait le nécessaire pour en trouver, ou bien a refusé le travail rémunéré qui lui était offert, soit par un particulier, soit par une œuvre d'assistance publique ou privée.

Art. 3. — « Le vagabond est celui qui, n'ayant ni domicile certain, ni moyens de subsistance et n'exerçant habituellement ni métier ni profession, est apte au travail et ne justifie pas avoir fait le nécessaire pour en trouver ou bien a refusé le travail rémunéré qui lui était offert, soit par un particulier, soit par une œuvre d'assistance publique ou privée. »

Ainsi les vieillards, les infirmes, inaptes au travail sont éliminés et renvoyés au service de l'Assistance publique (art. 9).

Il serait de même, injuste et cruel de frapper des malheureux valides qui n'ont pas d'ouvrage, qui en ont cherché vainement ; ceux-là ne seront punis, et on s'en remet à la charité privée, à la prévoyance et à la sagesse des départements pour les assister et leur procurer du travail. « Il serait déplorable d'enrayer le mouvement superbe qui porte aujourd'hui vers les œuvres sociales tant d'esprits droits, tant de cœurs généreux. Il y a déjà en France d'admirables fondations où les vagabonds, les mendiants volontaires et libérés sont reçus, admis au travail, au relèvement, à la constitution d'un pécule libérateur ; nous pourrions citer celle d'Eure-et-Loir où la loi que nous proposerons trouvera tout créé son organisme naturel.

« Que les forces financières de l'Etat, du département viennent compléter ces œuvres privées, ces œuvres fécondes au lieu de faire une inutile et ruineuse économie. »

Alors quand le délit sera évitable, quand l'individu ne justifiera pas avoir fait le nécessaire pour trouver de l'ouvrage, quand il existera un établissement public ou privé capable d'offrir du travail, si l'industrie privée ne l'a pas accueilli, la société sera en droit de se montrer sévère. Et le système que M. Cruppi mettra en jeu contre ces mendiants volontaires qui refusent le secours offert est le suivant : six jours à six mois de prison pour la première infraction ; six mois à deux ans pour la deuxième ; deux à cinq ans pour la troisième, gradation qui sera observée rigoureusement si la récidive a lieu dans un intervalle de temps ne dépassant pas trois ans (art. 15).

C'est au juge de paix, statuant dans les vingt-quatre heures qu'appartiendra le soin de procéder à la première enquête, de voir si le mendiant ou le vagabond n'est pas recherché pour un autre délit, s'il est encore apte au travail. Les présumés coupables seront conduits au parquet du chef-lieu d'arrondissement pour être traduits devant le tribunal correctionnel.

Il est incontestable que ce système est un des mieux conçus de ceux qui ont été proposés pour combattre la mendicité : la séparation des invalides et des valides permet d'organiser le travail ; l'offrir à ceux qui n'en

trouvent pas ailleurs et indiquer la maison de travail avec une pression insistante à ceux qui, arrêtés mendiant, invoquent le manque de travail et prouvent en avoir cherché vainement, constitue un moyen préventif excellent.

Cependant M. Cruppi méconnaît, lui aussi, l'assistance au mendiant. Il demande la suppression des dépôts de mendicité (établissements créés, rappelons-le, pour apprendre au mendiant à gagner sa vie par le travail), et considère que sera punissable, c'est-à-dire ira en prison, « tout mendiant ou vagabond qui, étant valide, ne justifiera pas avoir fait le nécessaire pour trouver du travail ou aura refusé le travail rémunéré qui lui était offert ». Mais le mendiant n'est-il pas précisément celui qui, non seulement ne cherche pas du travail, mais aussi refuse celui qui peut lui être offert ; et le problème de la mendicité ne consiste-t-il pas à rechercher le moyen de lui rendre le goût du travail ? Or, pour cela, quelle tentative nous propose M. Cruppi, quelle exhortation adresse-t-il aux mendiants, quelle pression exerce-t-il sur son esprit pour l'engager à lutter contre l'attrait de la paresse et le décider à vaincre son vice ? L'article 13 du projet va nous répondre : « Lorsqu'il existe dans un département ou dans une commune un établissement destiné à recueillir les personnes valides sans ouvrage et où le travail est obligatoire pour les personnes recueillies, et que l'administration aura constaté que des écrivains, en nombre suffisant, ont fait

connaître au public l'existence de cet établissement, cette annonce constitue l'offre de travail nécessaire qui rendra punissable le vagabondage et la mendicité. »

Il y aura cependant parmi ceux qui ne se seront pas rendus à cette invitation, lue au carrefour de deux routes, bien des individus dont la paresse n'est pas incurable, qui trouvent leur métier facile et agréable, mais qui céderaient à un traitement moins déprimant que celui de la prison. Au lieu de supprimer le dépôt de mendicité, mieux vaudrait s'en servir après en avoir fait « la maison où l'on apprend à gagner sa vie par le travail ». C'eût été là la conclusion plus logique d'un rapport dans lequel M. Cruppi disait au Conseil supérieur de l'Assistance : « Qu'étaient les questions de pénalité dans les temps anciens ? des questions d'application brutale, légère, superficielle de tarifs ; que deviendront-elles de plus en plus dans notre pensée ? des questions de reclassement, de réadaptation sociale. C'est à cela que nous tendons. Eh bien, les questions de reclassement, ce sont des questions d'assistance » (1).

1. Rapport au C. S. d'A. P. Session 1899, fasc. 73, p. 27.

Conclusion

Réunir les mendiants et les vagabonds dans un établissement où ils seraient astreints au travail et à une discipline sévère est une idée ancienne et mise en pratique à différentes reprises. Déjà François I^{er} avait tenté par l'obligation au travail de diminuer le nombre des mendiants ; les rois de la monarchie absolue avaient cru trouver la solution du problème de la mendicité. Mais jamais l'expérience n'en avait été faite avec autant de conviction, et d'une façon aussi rapide que par Napoléon I^{er}. De la maison de répression qu'avait été jusque-là le dépôt de mendicité, l'Empereur voulut faire un établissement d'assistance où le mendiant apprendrait à gagner sa vie par le travail.

Mais l'institution, excellente en elle-même, était entachée de vices qui en rendaient l'application difficile : des constructions dispendieuses, un personnel nombreux et trop largement payé, la difficulté de trouver des emplois utiles aux mendiants libérés, et surtout la porte du dépôt ouverte à des vieillards, à des invalides, et aussi

à des individus incorrigibles avaient fait du dépôt un établissement mal organisé et dévié de son but. Hospices, asiles d'incurables, voilà ce que sont devenus les quelques établissements qui ont subsisté. Ainsi ni sous la forme de l'assistance, ni sous celle de la répression, le dépôt n'avait atteint son but ; et l'on demande aujourd'hui la suppression d'une institution qui n'a donné que des mécomptes. Est-cela une conclusion qui s'impose et l'expérience a-t-elle bien établi que le dépôt de mendicité ne pouvait donner de bons résultats ni comme établissement de répression ni comme moyen d'assistance.

Les partisans de la suppression des dépôts nous disent : « L'institution, considérée depuis Napoléon, a près d'un siècle d'existence et ne s'est pas développée. Pourquoi ? Parce que le principe même en est vicieux. Aussi les dépôts ont-ils rapidement dévié de leur but primitif. On les a créés pour en faire des maisons de travail ; en fait les dépôts ne contiennent pas ou presque pas de mendiants ; ce sont des hospices d'incurables qui sont loin d'avoir répondu à la pensée de ceux qui les ont institués. » (1).

D'autres, constatant tout d'abord cet échec des dépôts, s'hypnotisent dans la considération de ces deux mots inséparables : assistance et répression, et s'en servent pour établir entre les mendiants une classification qui les range forcément sous l'un ou l'autre de ces termes :

1. Laffon, C. S. d'A. P. Séance du 2 févr. 1889. Fasc. 19. p. 138.

aux uns, on devrait offrir, l'assistance libre dans des maisons de travail, aux autres on imposerait la prison de droit commun. Entre ces deux mesures extrêmes de la lutte contre la misère et la mendicité, on ne prévoit rien ; on ne songe plus à l'école de travail, au lazaret, à l'établissement d'orthopédie morale que voulait Napoléon et que l'on condamne avant de l'avoir jamais organisé. Reconnaissons, avec M. de Gérando, les conditions indispensables du bon fonctionnement de l'institution : « C'est seulement lorsque les secours à domicile, lorsque les asiles ouverts à la vieillesse et aux infirmités, lorsque les institutions de travail libre pour les indigents ont reçu tout le développement exigé pour répondre chacun dans leur sphère aux besoins pour lesquels ils sont établis, que les dépôts de mendicité peuvent s'ouvrir avec fruit pour servir de refuge aux malheureux trop souvent dégradés que les autres ordres d'établissements ne peuvent recueillir...

« Par nature, l'institution des dépôts ne vient qu'à la suite des autres ; elle doit clore le système » (1).

Ainsi la possibilité de réaliser cette assistance, cette éducation réformatrice du mendiant, était subordonnée à la solution plus générale de l'assistance à la vieillesse, à l'indigence et même à l'enfance abandonnée. Pour que l'on puisse apprendre à travailler à un individu, la première condition est qu'il soit valide. Or, depuis le

1. De Gérando, *op. cit.*, p. 606.

Code pénal, que pouvait-on faire de l'individu arrêté mendiant? Le relâcher ou lui appliquer l'article 274, qui ne s'inquiète ni de l'âge, ni du sexe, ni de l'état physique de celui qu'il doit frapper, alors qu'une grande partie de ceux à qui on devait en faire l'application, étaient des vieillards, des infirmes ou des enfants.

L'idée de l'Empereur était donc impraticable aussi longtemps que l'on n'aurait pas retiré de la clientèle des dépôts ces individus que leur état physique met dans l'impossibilité de gagner leur vie par le travail. C'est pourquoi le dépôt-école de travail n'a jamais existé. Peuplé dès l'origine d'invalides, le dépôt de mendicité qui n'avait pas su résister à leur sollicitation empressée, est devenu un asile d'incurables faisant double emploi avec cette catégorie d'établissements charitables. La cause de cet échec n'est donc pas dans la défectuosité du principe, mais dans la mauvaise application qui en a été faite.

Aujourd'hui cette difficulté n'existe plus ; le principe posé par le Conseil supérieur de l'Assistance publique en 1889 d'après lequel l'assistance publique *est due* à tous ceux qui se trouvent temporairement ou définitivement dans l'impossibilité physique de pourvoir aux nécessités de la vie, a reçu sa consécration légale. Aux enfants en danger moral ou physique, les lois du 24 juillet 1889, du 19 avril 1898 sur les enfants auteurs ou victimes de délits, des 27 et 28 juin 1904 sur les enfants assistés assurent protection et secours ; en les arrachant

u milieu vicié où ils succomberaient fatalement, ces lois atteignent dans ses racines même, la mendicité qu'elle cherche si souvent de jeunes recrues à exercer et à exploiter.

Aux vieillards, aux infirmes, aux incurables, la loi du 14 juillet 1905 a donné le droit de réclamer à la société, la subsistance qu'ils sont désormais incapables de se procurer par le travail ; elle a fait passer dans le domaine des faits, dans la réalité le grand principe, établi par la Révolution qui reconnut le caractère sacré de la dette contractée par la société envers les citoyens malheureux, âgés et hors d'état de travailler. Donc aujourd'hui plus de vieillards, plus d'invalides réduits à la misère ; tous ont au moins assuré le minimum nécessaire à la vie ; ils n'ont ainsi plus d'excuse à implorer la charité privée.

Toutefois l'article 39 de la loi de 1905 est indulgent pour le premier fait de mendicité ou de vagabondage : « Tout inculpé, aux termes des articles 269, 270, 271 274 du Code pénal qui prétendra faire valoir ses titres à l'assistance pourra obtenir, s'il y a lieu, un sursis à la poursuite et être ultérieurement renvoyé, selon les cas des fins de cette poursuite.

« Toutefois les dispositions du présent article ne seront pas applicables en cas de récidive. »

Par l'application de ces lois d'assistance, le problème de la mendicité se précise en se restreignant, et la solution en apparaît possible.

En effet, le mendiant dont nous avons à nous occuper à l'heure actuelle ne peut plus être ni un enfant ni un invalide : ceux-là ont un droit aux secours. Il ne reste plus que ceux qui, aptes au travail, n'en trouvent pas, n'en cherchent pas ou n'en veulent pas, et qui pour subsister, s'adressent à la pitié de leurs concitoyens ; ils sont un danger et une charge pour la société : que doit-on faire pour ou contre eux ?

Les projets dont nous avons exposé l'économie générale répondent à cette question en préconisant l'assistance sous forme d'une offre de travail, faite par les collectivités administratives ou par la bienfaisance privée, et en confiant la répression, pour ceux qui n'auraient pas eu spontanément recours à cette offre de travail, soit à la prison simplement, soit à la prison d'abord et au dépôt de mendicité ensuite. Entre l'assistance au travailleur malheureux et la punition du paresseux invétéré, on ne fait place à aucune institution destinée à tenter le reclassement du mendiant.

Il semble cependant, qu'au moment où va disparaître la seule cause de l'échec du décret de 1808, on devrait, loin de renoncer à l'œuvre de Napoléon, songer à reprendre sa tentative pour l'organiser telle qu'il l'avait espérée. Au lieu de demander la suppression du dépôt de mendicité ou son organisation en maison pénitentiaire destinée à prolonger la prison, mieux vaudrait y voir la seule forme possible d'assistance au mendiant.

Parmi les chômeurs valides, il n'y a pas seulement

des malheureux et des incorrigibles ; il y a une gradation infinie de moralités entre ces deux termes extrêmes.

Napoléon avait compris que, entre celui qui a encore le désir de travailler, qui s'adressera spontanément aux œuvres d'assistance par le travail, et celui à qui l'habitude de la paresse a déjà constitué une seconde nature, il y a une catégorie nombreuse d'individus, plus ou moins rapprochés de l'une ou de l'autre de ces moralités, qui n'accepteront pas le travail de plein gré, mais qui pourraient encore être arrêtés dans leur chute vers la déchéance définitive par une assistance imposée, capable de violenter leur apathie, et « en tempérant la contrainte par la douceur, de les ramener au travail en réveillant en eux le sentiment d'une honte salutaire ». Aussi, entre la maison où l'on travaille, et celle où l'on punit de ne plus vouloir travailler, doit-il y avoir place pour celle où l'on apprend à gagner sa vie par le travail. Il semble même que ce soit là la seule forme possible d'assistance au mendiant, le seul moyen de lutte contre la mendicité ; en effet organiser des œuvres d'assistance par le travail, c'est peut-être enrayer le développement de la mendicité, mais ce n'est pas combattre la mendicité, puisque le mendiant est par définition un individu qui a horreur du travail. « Le grand mal, c'est surtout la volonté arrêtée de ces gens de ne pas travailler. On a raison de créer des maisons de travail pour leur enlever une objection, mais ils ne travailleront pas de

plein gré » (1). L'offre de travail nous ménage la possibilité, nous donne le droit d'agir contre le mendiant, mais elle ne commence pas notre action sur lui, et par suite si l'on envisage la lutte contre la mendicité comme bornée à une offre de travail et à la prison, on peut dire que le seul remède proposé à la mendicité, c'est la prison.

M. Cruppi lui-même, dans la discussion à laquelle donna lieu son projet au Conseil supérieur de l'Assistance constate : « Dans les départements où l'offre de travail a été réalisée, il n'y a plus ni mendicité ni vagabondage, parce que sur dix vagabonds, il y en a neuf qui refusent de travailler ; ils deviennent alors punissables... »

Or, M. Cruppi étant de ceux qui n'envisagent comme moyen de lutte contre la mendicité que l'offre de travail et la prison, ceci ne revient-il pas à dire que pour lui, neuf mendiants ou vagabonds sur dix devront aller retrouver le goût du travail et poursuivre leur reclassement social dans la fréquentation des prisonniers du droit commun ?

Et cependant en faveur du mendiant n'a-t-on pas toujours fait une distinction entre son délit et celui dirigé contre les personnes ou la propriété. Certes il est loin souvent d'être sympathique ; mais n'a-t-il pas d'excuse ? Qui peut savoir quelle est dans son indignité la

1. E. Labiche au C. S. d'A. P. fasc. 73, p. 57.

part de la misère et celle du vice ? On ne devient pas du jour au lendemain, en vertu d'une résolution réfléchie un incorrigible mendiant ; on n'accepte pas cette déchéance comme on passerait le Rubicon. Un individu mendie une première fois parce qu'un malheur, un chômage, une nature indolente ou vicieuse lui ont fait quitter son travail ; les œuvres d'assistance n'ont pas la prétention de secourir toutes les misères sans exception ; beaucoup leur échapperont. L'indigent, alors, le premier pas accompli, a moins de peine à faire le second ; il va de chute en chute jusqu'à ce qu'il ne conçoive plus d'autres moyens de se procurer sa subsistance ; il tourne là son effort ; à exploiter son semblable, il déploie une ingéniosité, une ruse qui souvent lui causent plus de fatigue qu'il n'en éprouverait à un travail honorable ; il prend goût à son vice pour lequel lui naît une affection d'habitude ; il le transmet et l'enseigne, il fait école et devient un foyer de contagion. Ainsi avant d'être danger, il a été souvent une victime de la société ; avant de sévir contre lui, il faut songer à combattre son mal dans son évolution en tentant de lui rendre le goût du travail dans un établissement spécial.

« Partout où il existe un certain nombre d'indigents capables de travail et qui cependant par leurs habitudes, répugnent au travail, qui refusent de l'accepter comme un secours, partout où se produit avec une certaine abondance, cette espèce d'êtres dégénérés..., le travail forcé, la vie réglée, la discipline dont les dépôts sont le

théâtre deviennent le remède, le préservatif. Le lazaret sera utile partout où existera cette espèce de lèpre morale. » (1).

C'est pourquoi le dépôt de mendicité nous apparaît comme l'institution nécessaire, le centre d'une lutte contre la mendicité qui, pour être bien conduite, doit comprendre trois séries de mesure :

a) Offrir du travail ;

b) L'imposer à ceux qui le refusent, et leur apprendre à l'accepter ;

c) Eliminer ceux qui se révèlent comme absolument réfractaires à cet enseignement.

a) *Offre de travail.* — On a toujours reconnu la nécessité de justifier l'action sociale contre le mendiant par une offre préalable de travail, l'individu qui cherche du travail et n'en trouve pas est excusable de mendier, car « pour que le délit soit punissable, il doit être évitable » et l'Etat ne devrait pas se reconnaître le droit d'intervenir contre le mendiant, s'il n'avait pas la certitude que toute bonne volonté peut trouver à s'employer.

Mais si l'Etat a le devoir d'assurer la légitimité de son action, il doit se garder d'exagérer son rôle dans l'organisation de l'assistance par le travail. L'exemple des travaux de secours et des ateliers de charité nous indique combien son action doit être discrète. Il faut en effet, pour faire œuvre d'assistance utile, offrir du travail à

1. De Gérando, *op. cit.*

ceux qui sont incapables d'en trouver eux-mêmes et n'en offrir qu'à ceux-là ; l'individu qui, dans la vie économique, ne peut trouver lui-même son emploi est un travailleur inférieur ! il faut qu'il le sache et qu'il s'adresse à l'œuvre d'assistance avec humilité, comme à un moyen passager de subsister dont il soit impatient de se libérer. Or l'atelier public, même ouvert à titre d'œuvre de bienfaisance, n'est-il pas l'ennemi « de cette espèce d'énergie que l'homme indépendant porte en lui » (1), et que le Comité de mendicité nous représentait comme le ressort précieux de l'activité économique de l'individu ? Combien de travailleurs se refuseraient à recourir à l'œuvre privée d'assistance par le travail, qui entreraient à l'atelier public sans honte, persuadés qu'ils y viennent revendiquer un droit !

On est porté, surtout à notre époque, à exagérer les attributions de l'Etat ; or s'il assume la charge qui pour lui serait écrasante parce que sans limite, d'assurer du travail à ceux qui n'en ont pas, combien ne doit-on pas craindre de voir s'imposer trop impérieusement et se répandre trop vite cette idée du droit au travail, si funeste au point de vue économique, et qui paraît si précieuse à l'ouvrier pressé de se libérer d'un grave souci.

Il n'est pas nécessaire pour que l'offre soit efficace que ce soit l'Etat qui prenne soin de l'assurer. Le véri-

1. La Rochefoucauld.

table principe en cette matière a été formulé par le Comité de mendicité en 1790. « Il ne faut pas donner à la classe indigente cette idée dangereuse que l'Etat doit la débarrasser de l'inquiétude et de l'activité nécessaires pour assurer sa subsistance. C'est *par une influence générale* que le gouvernement doit agir ; dans l'organisation des moyens de travail, son intervention doit être indirecte, il doit être le mobile du travail, mais éviter de le paraître. »

Cette offre de travail ne s'adresse pas au mendiant ; elle n'a sur la mendicité qu'une action préventive, puisque seuls y auront recours les individus qui considèrent encore le travail comme le moyen normal de se procurer leur subsistance. Le rôle de l'Etat sera rempli s'il s'assure que leur bonne volonté sera secondée et qu'ils ne seront pas, faute de travail, acculés à la mendicité ; or les œuvres privées d'assistance par le travail peuvent seules remplir cette mission. « Le devoir de s'occuper des chômeurs involontaires incombe non à l'Etat, mais à l'initiative privée. Pour les contacts avec ces pauvres gens qui ne sont pas encore des coupables, qu'il faut relever et non punir, l'administration n'a pas assez de douceur de main, de souplesse, d'élasticité, de liberté d'allures. La déclaration de l'Assemblée Constituante contenait un article ainsi conçu : « Il sera créé un établissement de secours publics pour fournir du travail aux pauvres valides qui n'auront pu s'en procurer. » On s'applaudit que cette déclaration soit res-

tée lettre morte ; elle n'est autre que le droit au travail et elle a pour corollaire historique les ateliers nationaux. Ce qui est funeste dans le principe, ce qui en fait un danger, c'est l'intervention de l'Etat, c'est ce droit reconnu à l'homme qui chôme d'exiger du travail. Mais écarter ce droit, écarter l'action publique ; faites apparaître à leur place l'initiative privée, le dévouement des gens de bien, vous arriverez à cette forme d'assistance de toutes la plus belle, l'assistance par le travail (1). »

Si l'on veut que l'individu voie dans l'assistance par le travail un moyen de reclassement et non un but auquel il doive borner son effort, il faut laisser à l'initiative privée le soin d'y pourvoir.

Mais ce n'est pas à dire que l'Etat se désintéressera d'une œuvre qui justifie son droit d'intervention et qui à ce titre, doit être considérée comme essentielle. Son action pour être indirecte, n'en sera pas moins vigilante et avertie : il doit stimuler, soutenir, diriger et surtout surveiller l'initiative privée. De celle-ci, on peut tout attendre ; coutumière des plus grands dévouements, elle sait mener à bien les tâches les plus délicates ; elle a réalisé des œuvres parfaites qui peuvent servir de modèle ; mais son action reste aujourd'hui incomplète parce qu'elle n'est pas générale. Il appartient à l'Etat de susciter la création de plusieurs œuvres d'assistance par le travail dans chaque département, de les relier entre elles et de coordonner leurs efforts,

1. Cheysson. *Bulletin de la Société générale des Prisons*, 1893.

b) *L'école de travail*. — Lorsque, grâce aux encouragements de l'Etat, le mouvement de charité, de solidarité qui a produit jusqu'ici de beaux résultats, se sera complètement développé et que l'assistance préventive à la mendicité sera parfaitement organisée par la multiplicité des œuvres, on aura fait un grand pas vers la solution du redoutable problème de la mendicité. C'est à ce moment que devra se produire l'intervention directe de l'Etat. On n'aura plus affaire à des travailleurs malheureux dont la bonne volonté demande à s'employer, mais à des individus qui fuient le travail. Il faudra alors une œuvre de police et de gendarmerie, puisqu'il y aura une contrainte à exercer sur ces individus.

On peut dire qu'aujourd'hui, cette action de la police et de la gendarmerie a été plus qu'insuffisante ; les vagabonds dans les campagnes sont à peine inquiétés, et dans les villes tout le monde sait combien ils se soucient peu des rafles auxquelles échappent presque toujours les vieux routiers ; mendiants et vagabonds savent du reste que quinze jours de prison représentent la seule sanction de leur délit (1). Leur nombre diminuerait con-

1. Voici les termes saisissants dans lesquels M. Bonneville de Marsaugy résume les conséquences du mode actuel de répression de vagabondage et de la mendicité :

« Faire arrêter par la gendarmerie un vagabond ou un mendiant, le jeter dans un dépôt, le conduire devant la police correctionnelle, lui infliger quelques jours d'emprisonnement, le laisser végéter sans occupation ni travail entre de hautes murailles, faisant obstacle à l'air et au soleil, le grangrener par le contact de la plus vile classe de détenus, le

sidérablement s'ils étaient persuadés que le gendarme saura les atteindre et le juge leur infliger un long internement. Il est un fait qui prouve combien l'action de la police leur apparaît comme peu redoutable et qu'ont remarqué tous les chefs d'industries où l'on emploie beaucoup d'hommes de peine. Aux approches de l'hiver, ils ont un grand nombre de demandes d'ouvrages ; mais dès qu'arrivent les beaux jours, la plupart des ouvriers à cette date disparaissent sans expliquer où ils vont. Pour aucun de ces chefs d'industrie, il ne fait doute que leurs anciens employés s'en vont pendant l'été pratiquer le vagabondage. Ceux-là ne sont cependant pas des malheureux qui manquent d'ouvrage ; ils n'ont pas perdu tout à fait l'habitude du travail, et s'ils n'escomptaient pas l'inertie de la police à leur égard, s'ils savaient qu'ils seront pris et internés, ils resteraient à leur travail, même pendant la belle saison.

Il faut donc arrêter les mendiants et les vagabonds, mais les arrêter pour les mettre en prison serait barbare et absurde ; il faut les arrêter « pour leur apprendre à

jeter ensuite sur le pavé des villes sans ressources, pour le reprendre s'il vagabonde ou mendie de nouveau, et recommencer constamment le même système d'arrestation, de poursuite et de condamnation. C'est, nous en convenons, un procédé expéditif et commode pour un pays outillé à l'excès en fait d'agents et de fonctionnaires préposés à l'administration de la police et de la justice, mais est-ce un régime équitable et efficace d'amendement ? »

gagner leur vie par le travail, et pour éliminer ceux que cette épreuve aura révélés comme incorrigibles ».

Ce sera l'œuvre du dépôt de mendicité; il sera le lazaret où méthodiquement on tentera de traiter la maladie du mendiant; on tentera de le sauver de lui-même avant de recourir à la répression énergique pour protéger la société contre ses atteintes. Aussi le dépôt de mendicité devra-t-il prendre rang parmi les œuvres d'assistance; il recevra des pensionnaires pour les soigner et non pour les punir.

Mais on ne devra pas oublier qu'il s'agit d'une assistance spéciale, dont la sévérité sera redoutée.

Il ne faut pas que l'individu voie en elle la possibilité de diminuer son effort personnel pour conserver son rang social; il faut enlever au dépôt tout caractère d'atelier public. L'organisation des œuvres d'assistance telle que nous les réclamions tout à l'heure nous dispense de prévoir pour le dépôt une clientèle de malheureux incapables de se caser ailleurs, s'ils en avaient la volonté; il doit être réservé à des mendiants, c'est-à-dire à des individus déjà dépourvus de l'initiative nécessaire pour chercher un emploi, qui sont découragés, vraiment atteints, pour qui le secours social vigilant et de tous les instants est une condition formelle de rédemption. Le dépôt ne devra donc renfermer que des individus arrêtés pour cause de vagabondage ou de mendicité (1).

1. Nous insistons sur le rapprochement de ces deux termes: vagabond et mendiant, pour bien marquer qu'à notre avis rien ne justifierait une

Devra-t-il les recevoir tous ? Dirigera-t-on indistinctement sur le dépôt tous les individus arrêtés ?

A ce point de vue, il nous semble que l'enquête préliminaire confiée au juge de paix, telle que M. Cruppi la réclamait dans son rapport, est le meilleur procédé pour opérer une sélection première.

Une répression de la mendicité, assurée avec la sévérité qui est la condition absolue d'un bon résultat, amènerait l'arrestation d'un grand nombre d'individus encore peu compromis, qu'une grève, un chômage, le désir de ne pas s'écarter de leur pays, ou l'ignorance de l'existence d'œuvres d'assistance, a poussé à tendre la main ; sans que pour cela ils aient déjà perdu le goût du travail. A ceux-là le dépôt ne convient pas encore, et le juge de paix les adressera aux œuvres d'assistance par le travail qui pourvoiront à leur reclassement.

Mais si tous les individus trouvés mendiant ne doivent pas aller au dépôt, il ne faut pas y recevoir autre chose que des mendiants. Aussi, en principe, pas de reclus volontaires qui sont du ressort des œuvres d'assistance par le travail.

On pourra ainsi appliquer au dépôt cette assistance

différence de traitement. En effet : « Le vagabondage est étroitement lié à la mendicité, à ce point que l'on peut dire avec quelque certitude que tout vagabond est doublé d'un mendiant et réciproquement. » (E. Fouquet, *Revue des Deux-Mondes*, mars 1899.) Et de plus mendiants et vagabonds souffrent d'un même mal : la paresse, pour lequel on a toujours préconisé comme meilleur remède, l'obligation au travail.

sévère qui violentera la paresse de ces gens atteints au moins de la maladie que le Code allemand appelle « l'horreur du travail ». Ce sera en principe par la bonté et l'indulgence, de la pitié, que l'on devra leur faire reconquérir la place perdue ; mais ce sera avec la fermeté et parfois la rigueur d'une punition que cette assistance devra s'imposer à eux ; de sorte que souvent entre le régime auquel on les soumettra, et celui qu'on réserve aux prisonniers dans les maisons pénitentiaires, il y aura une différence de but, plutôt que de moyens (1).

Ainsi la mesure préliminaire qui nous apparaît comme la plus nécessaire à leur appliquer, comme la base même du traitement moral poursuivi au dépôt, c'est la cellule. En effet, on enverra au dépôt de mendicité tous les mendiants dont on peut encore espérer le reclassement, c'est-à-dire tous ceux qu'une récidive répétée, des vices irréductibles n'auront pas révélés comme irrémédiablement perdus et voués à l'élimination défini-

1. « Le dépôt se distingue de la prison, en ce que, dans la prison, le détenu doit subir un châtiment ; le reclus doit seulement être soumis à un régime de réformation. Le condamné détenu est un coupable ; l'effet de la punition doit être pour lui le repentir ; le mendiant reclus est un malade qu'il s'agit de guérir. On appliquera au premier les salutaires rigueurs du régime pénitentiaire : le silence, l'isolement. Une vie réglée et active, la propreté, la décence, l'ordre, l'application constituent le régime donné au second. Chez les premiers, on rencontre des passions à réprimer ; chez le second, une inertie apathique qu'il faut ranimer. Le logement, le coucher, le vêtement, la discipline ne sauraient être semblables. On pourra accorder au simple reclus une plus forte part dans le produit du travail. » De Gérando, *op. cit.*

tive. Mais il faut à tout prix éviter la promiscuité entre les moralités si diversement atteintes. Chaque individu peut-on dire, a besoin d'un traitement spécial, et sa moralité, au moins chancelante serait vite séduite par les charmes de la paresse et du vagabondage, si dans un atelier commun on laissait professer les vieux fidèles de la route et de la besace ; il n'y a rien de plus dangereux pour ces individus que la fanfaronnade du vice, et il n'y a rien de tel que le silence et le calme d'une cellule pour disposer à la réflexion et à la docilité (1).

De plus il s'agit d'organiser une école de travail, c'est-à-dire de rendre le goût du travail à des individus qui en ont fait leur ennemi. Or, dans une cellule, l'ennui vient vite (2), si le travail n'offre pas un dérivatif ; et

1. « Je considère la cellule comme très bonne pour la répression du vagabondage et de la mendicité, parce que dans l'isolement, on travaille avec plus de goût que dans toute autre situation, parce qu'on y travaille forcément, ne fût-ce que pour éviter l'ennui. » F. Voisin.

2. On pourrait concevoir que depuis la loi de 1875 prescrivant dans les prisons l'internement cellulaire, il n'est plus besoin d'un établissement spécial pour enfermer les mendiants ; la cellule des prisons de droit commun, paraît répondre aux exigences du traitement qui leur est nécessaire. C'est la conclusion à laquelle arrive M. Cruppi qui reconnaît cependant « qu'il est nécessaire de ne pas constituer au mendiant un bagage judiciaire ».

Mais outre que la loi de 1875 est appliquée insuffisamment, on doit considérer que la prison n'a pas de raison d'être pour le mendiant. Il s'agit d'un délit spécial qui n'intéresse pas la loi morale, mais créé par la loi pénale dans un but de défense sociale et l'on a connu autrefois des régimes où le mendiant et le vagabond étaient regardés comme des hôtes sacrés. Si la société a le droit de se défendre contre un danger virtuel, elle a le devoir de chercher dans la contrainte qu'elle impose un moyen

l'on peut compter qu'au bout de quelques jours d'internement, le reclus considérera le travail comme un sauveur. On préparera ainsi le terrain où germeront les bonnes résolutions ; on disposera l'individu à écouter les bons conseils que viendront lui prodiguer les gens de bien qui s'intéresseront à l'œuvre du dépôt.

Mais l'isolement en cellule dont on peut attendre toutes ces bonnes dispositions du mendiant, demande à n'être pas prolongé au delà des limites où il deviendrait déprimant. De plus ainsi que le dit M. le pasteur Robin « si vous laissez des vagabonds et des mendiants pendant six mois en cellule, quand ils en sortiront, vous ne leur aurez pas appris à travailler » (1). Aussi notre intention n'est-elle pas de la présenter comme l'unique mesure applicable au mendiant interné au dépôt ; elle constitue dans notre plan une mesure préparatoire, une mise en observation qui ne durera que ce que l'exigera le caractère de chaque individu. Le lieu vers lequel on devra orienter ses désirs, qu'on lui présentera comme la récompense de ses bonnes intentions sera l'atelier commun qui servira de transition obligée et

de persuasion. Or la prison n'a jamais persuadé personne ; elle déprime et irrite, et si parfois elle réveille l'énergie de l'individu, c'est pour l'engager aux mauvaises initiatives ; loin d'attendre d'elle un reclassement social du mendiant, on consacrerait sa déchéance définitive ; quelle recommandation auprès du chef d'atelier pour le mendiant libéré de prison, que d'invoquer un séjour de six mois à la maison centrale ! « Laissons la prison à ceux qui se révoltent contre les lois, aux délinquants et aux criminels. »

utile entre la réclusion en cellule et la libération. Dans cet atelier, les travailleurs seront réunis par petits groupes, sagement formés, d'après l'âge, le sexe, la moralité, les aptitudes, les séparations nécessaires seront introduites. Une surveillance étroite permettra de constater la mesure de l'amendement moral de chacun.

On ne devra pas oublier que l'atelier doit être organisé en vue de ce but : apprendre au mendiant à travailler, on choisira donc des travaux qui puissent lui servir à trouver facilement un emploi à sa sortie du dépôt. Pour cela, on s'inspirera des besoins de la région ; dans le voisinage des centres industriels, on pratiquera le travail industriel, dans les régions agricoles, on préférera les travaux des champs, d'autant plus que la vie à l'air libre aura plus de chances de régénération, et incitera le mendiant à mériter cette faveur pour fuir un internement qu'il redoute.

Les directeurs des dépôts, aidés des comités de patronage, devraient être en relations avec des patrons de maisons de commerce, d'établissements agricoles ou industriels auxquels ils enverraient les meilleurs sujets, amendés, en continuant sur eux une action de protection et de surveillance.

On le voit, le reclassement, la réadaptation sociale du mendiant n'ont pas pour condition un simple internement de plus ou moins longue durée, l'œuvre est plus compliquée et plus délicate. « Avec quel tact, avec quelles précautions, avec quelle légèreté de main il

faudra user de cette répression ». (1) C'est pour un traitement moral que l'on interne l'individu ; aussi, le dépôt ne saurait être simplement un établissement administratif, où l'on recevrait des individus désignés sous un numéro d'ordre pour les mettre sous clefs pendant un laps de temps fixé et que l'on lâcherait sans plus s'occuper d'eux. Le dépôt ne doit pas être la maison où l'on enferme le mendiant ; il doit être la maison d'où on le prépare à sortir. On devra visiter le reclus dans sa cellule, dès son arrivée, lui prodiguer les conseils, lui persuader qu'il est là pour son bien ; on lui montrera que la bienveillance sera le prix de sa bonne volonté, que ses efforts seront récompensés, d'abord par son entrée à l'atelier commun, ensuite par sa libération conditionnelle, qu'enfin la rigueur et les punitions ne sont réservées qu'aux mauvaises têtes, et qu'à ceux qui se refusent au travail.

Il faudra préparer à l'interné l'emploi qui le fera vivre le jour de sa libération ; il faudra lui continuer les encouragements, lui ménager la transition entre la vie recluse du dépôt et la pleine liberté. Une sorte d'assistance à domicile sera le corollaire de l'assistance au dépôt.

Ce n'est pas un traitement de courte durée qui peut transformer en un laborieux artisan le mendiant attaché à son vice par une plus ou moins longue habitude. La séduction de la paresse aurait vite effacé les bons effets de ce traitement, même chez les meilleurs sujets, si

1. G. Berry. *La Mendicité*.

après quelques jours et sur de vagues apparences d'amélioration, on les rendait à la vie libre. Il faut une patience, une continuité d'efforts qui peuvent exiger de longs mois, parfois même des années pour remplacer l'habitude de la paresse par celle du travail. Déterminer *a priori* quel sera le temps nécessaire au reclassement de chaque individu, est impossible. Mais cette remarque pose une grave question : qui sera chargé de fixer la durée de l'internement ? On ne peut songer au juge de paix qui ne pourrait trouver dans son enquête sommaire les éléments de décision nécessaires.

L'administration semblerait qualifiée, si l'on n'avait pas à craindre le reproche d'arbitraire. Elle seule cependant peut suivre les effets du traitement et constater les guérisons. Son initiative en cette matière s'impose. Mais il faudra la renfermer dans les limites calculées de telle sorte qu'elles réalisent un minimum en deçà duquel un traitement serait fatalement inefficace, mais au delà duquel il n'y aurait plus rien à en espérer ; un minimum de six mois écarterait les inconvénients si souvent signalés, des courtes peines, et un maximum de trois ans laisserait à l'administration une latitude suffisante pour proportionner la durée du traitement à la difficulté des guérisons.

Il y a du reste une autre nécessité de laisser à l'administration un certain pouvoir d'appréciation, dans ce fait que le mendiant devra, pendant son séjour au dépôt, se constituer un pécule destiné à lui permettre de

subvenir à ses besoins pendant un certain temps lors de sa sortie. Or tous les travailleurs n'ont pas la même facilité productive. au dépôt surtout, il y aura des capacités bien inégales : aux uns quelques mois suffiront tandis que les autres plus faibles, moins habiles, obtiendront des résultats plus longs.

Un contrôle sévère de l'autorité supérieure devra s'exercer sur les décisions de l'administration par des inspections fréquentes, chargées de contrôler le bon fonctionnement de l'établissement, de recueillir les réclamations des internés et d'enquêter sur la légitimité des élargissements ou des maintiens au dépôt.

Le rôle de l'administration est ainsi nettement tracé. On ne peut songer à lui confier la mission de persuader le détenu. Certes le directeur devra s'attacher à inspirer confiance au mendiant, à l'encourager au bien ; mais il est bien trop désigné à l'hostilité de ses pensionnaires pour que ses exhortations aient grande chance d'être bien accueillies au moins au début de l'internement. L'administration représentera plutôt la sévérité dans l'assistance et devra faire sentir dans le régime ; on veut habituer le mendiant au travail : la seule règle qu'on puisse lui imposer sera de travailler, et pour cela le moyen est connu depuis saint Paul : « Quis non laboret nec manducet. » On pourrait établir que tout mendiant n'aura droit qu'au pain, à l'eau et à une planche pour coucher, s'il ne travaille pas ; puis on lui vendra, contre le produit de son travail, les suppléments de nourriture et

les fournitures du lit. Est-ce trop sévère ? Quelle pitié peut inspirer l'individu qui trouve à la paresse un saveur si agréable qu'elle compense pour lui la douleur de la faim ? Nous restons encore loin de la proposition si logique dans sa férocité de ce membre du Comité de mendicité qui plaçait le mendiant réfractaire dans une cellule où aboutirait une conduite d'eau, le forçant ainsi au travail de la pompe sous peine d'être noyé ! Un tel régime poursuivi pendant quelques jours doit, par comparaison, faire estimer que le travail de l'usine est des plus agréables.

Du reste, à côté de cette rigueur qui ne sera que le régime accepté volontairement par les mauvaises têtes, on aura soin de placer la douceur persuasive de la charité. Il faudrait qu'auprès de chaque dépôt, il y eut un patronage, un comité de bienfaiteurs, de personne dévouées à une œuvre dont elles comprendraient la grandeur et la portée sociale. Elles visiteraient les reclus dans leurs cellules, leur portant la bonne parole, leur montrant le reclassement possible, faisant espérer leur concours pour prix des bonnes volontés.

Elles s'intéresseraient à ces malheureux dont elles prépareraient la libération, soit en leur fournissant elles-mêmes dans leurs ateliers ou leurs entreprises, soit en leur cherchant dans leurs relations, des emplois où elles pourraient continuer à les exhorter au bien.

Dira-t-on que les membres de ce patronage, seraient difficiles à recruter ? Ce serait méconnaître les ressour-

ces de la charité privée. Ce patronage, tel que nous le désirons auprès de chaque dépôt, existe à Châlons-sur-Marne.

N'est-ce pas, grâce à une institution analogue, que fonctionnent les bureaux de bienfaisance ? Les administrateurs de ces bureaux ne remplissent-ils pas auprès des indigents une mission analogue à celle que nous voudrions voir exercer auprès des reclus des dépôts.

Outre l'action charitable que ce patronage exercerait auprès des détenus, il y aurait une œuvre de propagande à poursuivre dans le but de faire connaître le dépôt, pour signaler à tous le danger de la mendicité, pour faire en un mot l'éducation du public. Il se tiendrait en rapport avec les œuvres d'assistance par le travail auxquelles il adresserait les individus à leur libération, avec les juges de paix et les maires dont il pourrait diriger l'action auprès des indigents de leur ressort.

L'œuvre du dépôt, ainsi comprise, ainsi élargie, arriverait à être connue et secondée de tout le monde. Ayant vulgarisé la seule forme d'assistance utile, on parviendrait peut-être à supprimer l'assistance qui fait des pauvres c'est-à-dire l'aumône maladroite dont vit la mendicité. La solution du problème de la mendicité sera bien près d'être atteinte le jour où l'éducation du public sera complète, où les moyens de guérir le mal auront été signalés à tous par des conférences, par la propagande faite par les membres du patronage.

Dira-t-on que la difficulté financière sera insurmontable ?

Certes reconnaissons, comme l'écrivait Napoléon il y a cent ans, que ce serait une erreur de vouloir envisager cet objet autrement qu'en grand. En 1829 Villeneuve, Bargesmont estimait le nombre des mendiants à 198.453 pour toute la France. D'après Watteville, il y en aurait 327.838 en 1847. Ces chiffres ne semblent pas devoir nous renseigner d'une façon précise, surtout quand on les compare entre eux.

En 1886, le Conseil municipal de Paris décida qu'il serait procédé à une enquête pour déterminer le nombre des mendiants existant dans Paris.

Le 26 octobre 1888 (1), le préfet de police fit parvenir les résultats au Conseil ; il concluait à l'existence de 4.500 à 5.000 mendiants.

Si on prend ce chiffre comme base pour une population de 2.500.000 habitants, et qu'on admette la même proportion entre le chiffre de la population et celui des mendiants, on arrêterait à établir un nombre de mendiants variant de 81 à 82. 000. Or ce chiffre doit-être supérieur à la réalité, car sans même tenir compte de cette remarque de l'enquête que le nombre des mendiants tend à diminuer, on doit songer que les ressources de Paris et les moyens d'assistance qu'on y trouve y attirent un très grand nombre de nécessiteux.

1. *Bulletin municipal* du 27 octobre 1888.

Ainsi nous avons un maximum au-dessous duquel est certainement la vérité, et qui comprend les mendiants infirmes, les enfants même.

Pour apprécier approximativement le nombre des valides à répartir entre les œuvres d'assistance par le travail et le dépôt, il faut se rappeler les enquêtes de Boston et de New-York qui en 1881 ont établi que dans ces deux villes sur 100 chômeurs :

50 0/0 avaient besoin de travail plus de secours ;

20 0/0 n'avaient besoin que de secours temporaires ;

10 à 13 0/0 exigeaient des secours continus ;

17 0/0 seulement étaient indignes. (1)

D'après cette proportion, on pourrait estimer le nombre des mendiants professionnels qui seraient du ressort du dépôt de mendicité variant de 15 à 20.000 pour toute la France (2).

Ainsi l'œuvre du dépôt se trouverait singulièrement restreinte et nettement délimitée. Et si importante qu'elle soit encore, on conçoit facilement les avantages qui doivent en résulter. Il ne faut pas perdre de vue en effet que les vagabonds et les mendiants entrent dans une très large proportion dans l'effectif des prisons où d'ailleurs la répression qui coûte à la France environ 3 millions est absolument illusoire. M. Berthélemy ne nous dit-il pas que « ceux qui par métier ou par cha-

1. Congrès Int. d'ass. de 1889, t. I, p. 32.

2. *Revue Bleue*, octobre 1905, article d'Octave Tissier.

rité ont eu l'occasion de visiter les prisonniers sont à même de constater que les 9/10 d'entre eux sont des gens qui ont commencé par le vagabondage et la mendicité » (1).

Voilà donc une économie sérieuse produite par la diminution du nombre des condamnés qui séjournent parfois avec trop de plaisir dans les prisons. Il est incontestable, de plus, que le jour où des maisons de travail forcé et à régime sévère existeront pour les mendiants, la mendicité cessera d'offrir le même attrait pour ceux qui s'y livrent impunément aujourd'hui.

Enfin, on peut espérer qu'à l'intérieur du dépôt un travail intelligemment organisé donnerait un revenu capable de rembourser l'établissement d'une grosse partie de ses dépenses.

La charité privée trouverait encore là un moyen de collaborer utilement à une œuvre qui fait ses preuves, et où elle aurait l'occasion de surveiller l'emploi de sa générosité. Et cette collaboration de la charité privée est d'autant plus à compter que c'est elle qui recueillera les profits immédiats de l'institution.

On sait que les populations rurales surtout, et urbaines aussi, supportent une charge écrasante du fait du vagabondage et de la mendicité.

Dans ces conditions, rien n'empêche d'imposer à chaque département, selon les termes mêmes du décret

1. Berthélemy, *Traité de droit administratif*.

de 1808, l'obligation de créer et d'entretenir un dépôt de mendicité ; la part des dépenses que le département aurait à supporter serait fort réduite par le concours des bureaux de bienfaisance et des communes intéressées à la suppression d'une plaie qui les dévore, et aussi par les dons volontaires des particuliers.

c) *Elimination des irréductibles.* — Une dernière condition reste pour assurer le parfait fonctionnement d'un établissement qui ne doit être encombré d'aucuns impedimenta. Il n'est pas douteux que malgré les efforts les plus dévoués, malgré les plus grands sacrifices, le dépôt n'arrivera pas à régénérer tous les mendiants qui lui seront envoyés. Un certain nombre resteront réfractaires et opposeront à toutes les tentatives une force d'inertie irréductible, ou des vices incurables. Pour celui qui sera sourd à l'appel de ses concitoyens lui disant : Aide-toi, la société t'aidera, et qui subira le régime des punitions sans désir d'une meilleure condition, l'œuvre du dépôt est impuissante. Et la société est alors en droit de rejeter hors de son sein un individu qui de plan délibéré, veut profiter des avantages sociaux sans subir les charges communes. Le meilleur moyen de vaincre sa résistance serait peut-être de le placer dans un pays neuf, où une vie nouvelle le mettra aux prises avec des difficultés qu'il devra surmonter par lui-même.

« Si nous écartons ainsi certains individus de la vie sociale, ce sera pour qu'ils ne contaminent pas leurs concitoyens, et parce que nous les savons à jamais perdus.

Mais pour les autres nous tenterons de les ramener à l'existence normale, à l'existence honnête ; nous leur montrerons qu'ils ne sont pas isolés, qu'ils sont réellement nos frères, que le juge et la loi ne sont ni implacables ni inhumains, et que la justice ne va point sans l'amour. » (1).

1. Oct. Tissier. *Revue Bleue*, p. 560.

Vu : le Président de la thèse,
BERTHÉLEMY

Vu : le Doyen,
Ch. LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD

BIBLIOGRAPHIE

Pandectes françaises, t. XXIII, mot Dépôt de mendicité,
1897.

Becquet. — Répertoire de Droit adm., 1884.

Durieu et Roche. — Répertoire des établiss. de bienf., 1842,
t. II, mot Dépôt de mendicité.

Dalloz. — Vagabondage et mendicité.

Fontanon (A.). — Les édits et ordonnances des rois de
France depuis Louis VI. Paris, 1611.

Code de l'Hôpital Général, 1786.

Isambert. — Anciennes lois françaises.

Rapport du Comité de mendicité, 1790-1791.

Watteville (baron de). — Législation charitable ou recueil
des lois, décrets qui régissent les étab. de bienf.,
1847, 2 vol.

Circulaires, instructions et acte du ministère de l'Intérieur
de 1797-1821.

Correspondance de Napoléon, t. XVI et XVII.

Lallemand (Léon). — La Révolution et les pauvres, 1898.

Tuetey. — L'assistance publique à Paris pendant la Révolu-
tion.

Formanoir de la Cazerie. — Plus de pauvres, plus de men-
dians.

Gerando (Baron de). — De la bienfaisance publique, 1839,
4 vol., t. III.

De Villeneuve-Bargemont. — Economie politique chrétienne,
1834, t. III.

De Magnitot. — De l'assistance et de la répression de la mendicité, 1856.

De l'assistance en province, 1861.

Naville. — De la charité légale, 1836, 2 volumes.

Pécharde. — Manuel des prisons et des dépôts de mendicité.

Chanoine d'Avranche. — Des conditions légales de la mendicité et historique.

Rivière (R.). — Mendiants et vagabonds. Paris, 1905.

Hubert Dupuy. — Vagabondage et mendicité, 1899.

Maxime Du Camp. — Paris, ses organes, ses fonctions et sa vie, 1884, tome 4.

Bonnet. — De la mendicité et des moyens de la prévenir et de la réprimer, 1899.

Joly (H.). — Le combat contre crime. Ch. XII.

Le crime.

Les Institutions pénitentiaires de la France en 1895, publié par la société générale des prisons.

Berry (G.). — La mendicité, 1897.

Strauss (P.). — Assistance sociale. Pauvres et mendiants, 1901.

Garraud. — Traité de droit pénal, 1889.

Chauveau et Faustin-Hélie. — Théorie du Code pénal, 1888, tome 3.

Berthélemy. — Traité de droit administratif, 1907.

Garçon. — Code pénal annoté.

Paultre. — 1906. La répression du vagabondage et la mendicité sous l'Ancien Régime (Thèse).

Parturier. — 1897. L'Assistance à Paris sous l'Ancien Régime (*id.*).

Lecoq. — 1900. L'Assistance par le travail.

Jourdan. — 1901. De l'intervention des pouvoirs publics en matière d'assistance par le travail.

Ducuron-Tucot. — 1899. Toulouse. De la répression de la mendicité.

Viple. — 1905. La répression pénale de la mendicité.

Bardoux (H.). — 1906. Vagabondage et mendicité devant la loi.

Bulletin de la Société générale des prisons. Revue Pénitentiaire.

Bulletin de la Société internationale pour l'étude des questions d'assistance, avril et septembre 1893.

Annales des assemblées départementales, De Crisenoy.

Documents du Conseil supérieur de l'assistance publique fascicule 19 et 21.

Journal officiel. Documents parlementaires.

Revue politique parlementaire, article de F. Dreyfus (1895).

Revue bleue, article de O. Tessier, octobre 1905

Revue philanthropique.

Revue des Deux-Mondes, article de E. Fourquet, mars 1899.

Travaux des Congrès pénitentiaires, et des Congrès d'assistance.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION. — Dangers de la mendicité. — Intervention nécessaire de l'Etat	5
PREMIÈRE PARTIE. — <i>Le dépôt de mendicité, ses origines, son rôle historique parmi les œuvres d'assistance et de répression de la mendicité.</i> — La répression de la mendicité dans l'ancienne France ; les châtimens corporels. — François I ^{er} ; les origines de l'assistance par le travail et de l'idée du dépôt de mendicité. — Le xvii ^e siècle : le renfermement des mendiants ; édits de 1612, de 1656. — La déclaration de 1724 : organisation des travaux publics pour les mendiants. — L'Edit de 1764 et les dépôts de mendicité. — Turgot et les ateliers de charité	13
DEUXIÈME PARTIE. — <i>La Révolution.</i> — Impuissance de l'Ancien Régime. — Ses causes. — Le Comité de mendicité, son vaste plan de secours et son système de répression de la mendicité. — Application des théories : la Constituante et les ateliers de secours. — La Convention et le Décret du 24 vendémiaire an II	37
TROISIÈME PARTIE. — <i>Le Décret de 1808 et le Code pénal. Leur application au cours du xix^e siècle.</i> — Causes d'insuccès des tentatives précédentes. — Idées nouvelles de Napoléon I ^{er} . — Le Décret de 1808 et le règlement du 27 octobre. — Le Code pénal. — Vices de l'institution. — Exécution du décret. — Réaction de la Restauration contre le système napoléonien. — Faveur nouvelle des dépôts de mendicité sous la monarchie de Juillet et le second Empire. — Situation actuelle	49

QUATRIÈME PARTIE. — *Projet de réforme.* —

Le Conseil supérieur des prisons en 1877 ;
la Société générale des prisons en 1886 :
projet Duverger ; la commission du Minis-
tère de la Justice projet Léveillé ; le Conseil
supérieur de l'Assistance Publique en 1889 :
projet Dupuy ; le Conseil supérieur des pri-
sons en 1892 : rapport Voisin ; propositions
de lois : Georges Berry en 1894-1903-1907
Cruppi en 1899 et 1907.....

83

CONCLUSION. — Ancienneté de l'idée de réunir les
mendiants dans des établissements de travail
forcé. — Insuccès de ses mises en pratique, en
particulier de la tentative de Napoléon. — Con-
damnation actuelle des dépôts de mendicité. —
Nécessité de l'organisation préalable des secours à
l'enfance, à la vieillesse, à l'indigence. — Lois
récentes d'assistance. — Possibilité de l'organisa-
tion rationnelle du dépôt de mendicité ; son but
exclusif. — 1° Renvoi aux œuvres d'assistance
par le travail, des chômeurs involontaires. — Or-
ganisation de ces œuvres par l'initiative privée. —
2° Les dépôts de mendicité-école de travail :
rôle de la police et de la gendarmerie ; enquête
préliminaire du juge de paix ; assistance sévère
imposée au dépôt : la cellule, les ateliers com-
muns par petits groupes. Rôle de l'administra-
tion : durée de l'internement, constitution du
pécule, les punitions. Rôle de la charité privée :
les œuvres du patronage. Questions des dépenses
de l'établissement. — 3° Elimination des incorri-
gibles reconnus réfractaires à tout reclassement
social

97

